

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

Mercredi
31 mars 1976

La grève générale des arabes d'Israël

L'ARMÉE ISRAËLIENNE TIRE : 6 MORTS

- Des centaines de blessés
- Grève générale de solidarité en Cisjordanie

Israël a 28 ans. Son histoire est déjà jalonnée par quatre guerres qui lui ont permis de tripler l'étendue de son territoire. Des dizaines de milliers de Palestiniens ont été dépossédés de leurs terres, alors que des centaines de milliers étaient expulsés ou fuyaient les troupes de l'armée sioniste.

Hier encore, plusieurs manifestations étaient assassinées et des centaines d'arrestations étaient opérées pour étouffer la grève des Arabes d'Israël s'opposant à l'expropriation de leurs terres.

Un peuple, qui a longtemps été opprimé, en opprime un autre. 400 000 Palestiniens en Israël et 1 500 000 dans les territoires occupés après la guerre de 1967 vivent comme des citoyens de seconde catégorie.

La lutte des Arabes vivant sous la domination de l'Etat sioniste représente un danger important pour Israël. Elle prouve, que, contrairement aux assertions habituelles des sionistes, les habitants palestiniens sont solidaires et participent au même combat que l'ensemble du peuple palestinien.

Comment les sionistes justifient-ils leur projet ? Les Juifs doivent avoir une place où ils seront à l'abri des persécutions dont ils ont toujours été victimes. Israël a cette fonction. Israël est menacé dans son existence. Les territoires servent à sa protection.

Cette argumentation ne néglige qu'une chose : Israël ne peut nier éternellement le droit des Palestiniens sur leur terre. Il a longtemps joué sur l'indifférence des peuples du monde pour faire oublier ces droits. Aujourd'hui, c'est terminé.

Si le peuple juif veut la paix, il doit accepter le retour des Palestiniens chez eux. Si le peuple juif veut la paix, il faut qu'il abandonne la chimère sioniste qui le conduit à un état de guerre permanent.

En maintenant sa répression, le gouvernement israélien accentue le fossé entre les masses arabes et le peuple juif. Il lie aussi le sort du peuple juif à celui du sionisme. C'est cela qui doit cesser.

Robert Brestar

Voir nos informations page 12

**Le correspondant
de « Rouge »
Michel Warshawski
arrêté
devant la Knesseth**

BARRE A DROITE EN ESPAGNE

Après l'unification de l'opposition

- Marcelino Camacho arrêté à nouveau
- Conférence et manifestations de gauche interdites

« RAS LE CALOT » REPARAIT

Soutenu par l'UD-
CFDT de Gironde

Ras le calot, journal des comités de soldats de Mérignac et Anti-Dote, journal des comités de Souges reparaissent, réunis en un bulletin commun. L'événement est d'importance : ces deux comités, avec ceux de Besançon et de Chaumont avaient été parmi les premiers frappés, en décembre, au tout début de l'opération Cour de sûreté de l'Etat. Et durement. Outre de nombreux soldats, Michel Bourre, secrétaire de l'Union départementale CFDT, avait été arrêté et inculpé. « Nos derniers tracts datent de décembre », expliquent les soldats en première page. « La Sécurité Militaire a peut être pensé que nos comités s'étaient désagrégés. Qu'elle se détrompe, ils ne se sont jamais aussi bien portés : nous sommes plus nombreux, mieux organisés, et nous continuons à avoir des contacts et à recevoir l'aide de l'UD-CFDT de Bordeaux ».

Cette aide, l'UD Gironde explique dans un encart contenu dans le bulletin sur quoi elle se fonde : « Sur les lieux de travail, la CFDT se bat pour regrouper la masse des travailleurs sur des revendications de classe. A l'armée, elle soutient les appels qui s'organisent sur les mêmes objectifs. C'est pour cela qu'elle a décidé de mettre son matériel à la disposition des comités de soldats, tout en se réservant le droit d'exprimer ses positions et son analyse. C'est le seul moyen de garantir la liberté d'expression et la démocratie ».

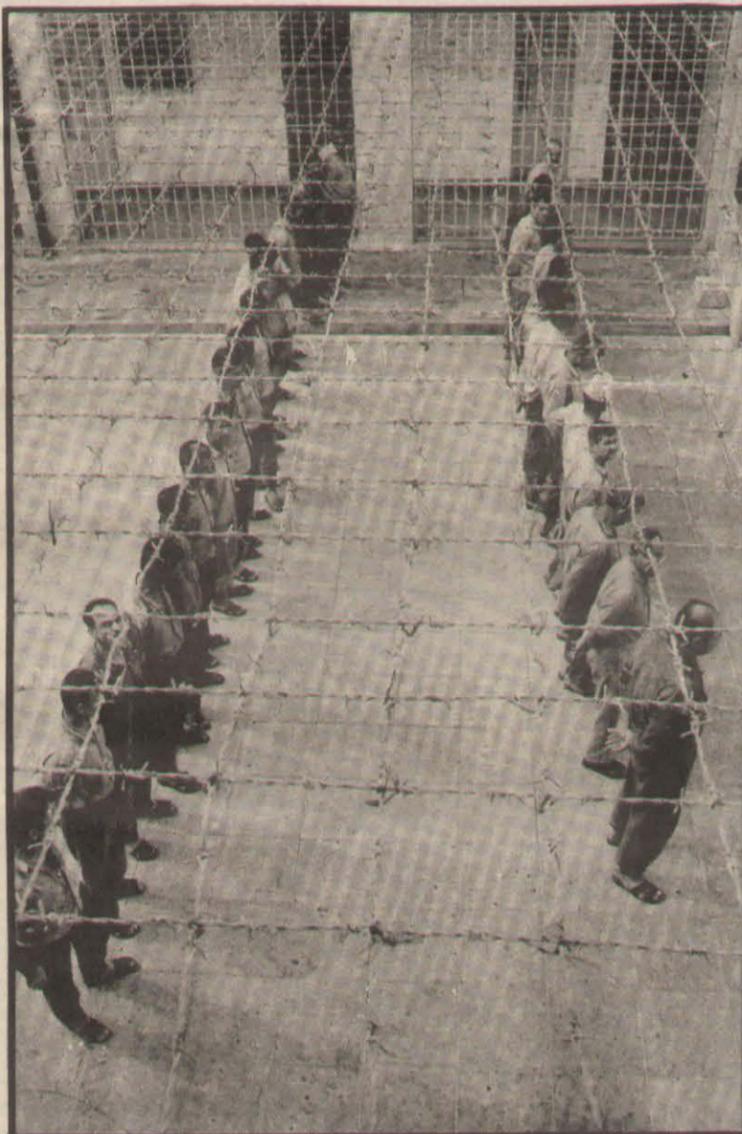
La fusion de la Junte et de la plate-forme démocratique, les deux principaux organes d'opposition, annoncée vendredi, signifie un échec pour les projets de « démocratisation contrôlée » de l'actuel gouvernement. Voyant sa base politique et sociale se réduire comme une peau de chagrin, le régime n'a pas tardé à réagir, avec brutalité, dans le droit-fil de la dictature franquiste.

Lundi soir, il a fait arrêter ceux qui s'apprétaient à présenter le document de l'opposition unifiée sous le nom de Coordination démocratique. Hier, Marcelino Camacho, le dirigeant des commissions ouvrières, était toujours détenu dans les locaux de la Sûreté, ainsi que le dirigeant du Mouvement communiste d'Espagne Alvarez Dorronsoro, et celui du Parti du Travail, Nazario Aguado. L'avocat Antonio Trevijano, porte-parole de la Junte chez qui devait se tenir la conférence de presse lundi, d'abord libéré, était arrêté de nouveau à son domicile hier matin, et conduit au siège de la Sûreté.

Parallèlement, deux conférences que devaient donner à Madrid l'avocat Pablo Castellano, membre de la commission exécutive de l'Union Générale du Travail, et à Malaga le professeur Tierno Galván, dirigeant du Parti socialiste populaire, ont été interdites.

Enfin, le bruit courait hier que le gouvernement aurait décidé d'interdire la manifestation convoquée dimanche à Madrid par les anciens combattants, ainsi que la manifestation appelée en faveur de l'amnistie samedi par les personnalités démocratiques et les partis de gauche. Cette manifestation, initialement annoncée pour dimanche, du Musée du Prado à la place Cybeles, avait avancée d'un jour par ses organisateurs afin de ne pas courir de risques d'affrontement avec celle des anciens combattants résolus à protester contre « la tolérance actuelle des forces répressives ».

(Voir l'article page 2).



Prisonniers arabes dans une prison israélienne.

INTERVIEW EXCLUSIVE DE RIAD AMIN Président de l'Union générale des étudiants arabes d'Israël

La rencontre des membres des conseils municipaux arabes a-t-elle un effet négatif sur la grève ?

• Je ne comprends pas les illusions sur les notables entretenues y compris par les membres du PC. Ils ont toujours été des collaborateurs. Si certains ont affirmé leur soutien à la grève c'était du fait de la pression de leurs électeurs plus sensible que celle du pouvoir. Mais le pouvoir leur a rappelé qui est leur patron :

Qu'avez-vous décidé de faire le 30 mars ?

• Nous sommes d'avis qu'il faut manifester malgré l'interdiction. Le sujet est trop important pour que l'on se soumette. Le comité national contre la spoliation des terres

arabes en a décidé autrement. Il a cru devoir reculer devant les menaces du gouvernement. Par manque de temps pour organiser seul la manifestation, nous nous contenterons d'une grève de la faim devant le parlement.

Et après le 30 ?

• L'Union n'a pas encore décidé de ce qu'elle fera après le 30. Néanmoins, il est évident que la lutte continuera. La population arabe-palestinienne d'Israël a prouvé qu'elle savait se battre pour ses droits. On empêchera par tous les moyens le vol de nos terres. Nous nous coucherons sous les roues des tracteurs, nous organiserons des manifestations, des grèves, etc.

Rien ne sera plus comme avant et le gouvernement sioniste commence à le comprendre.



ESPAGNE

Unification de l'opposition démocratique

LE PRIX DE LA « RUPTURE NEGOCIEE »

La Junte et la plate-forme démocratiques se sont donc auto-dissoutes et unifiées dans un organisme commun: la *Coordination démocratique* ou la « *platajunta* » comme disent déjà, plus familièrement, les Espagnols. Deux constatactions s'imposent.

Les « deux Espagne »

D'abord, le fait même de cet accord signifie un échec pour l'aile réformatrice de l'actuelle coordination gouvernementale qui entendait légaliser le Parti socialiste en laissant le PC hors-la-loi. Le massacre de Vitoria n'a fait que précipiter l'unification de l'opposition, face à un régime déjà compromis. On pouvait encore douter de l'attitude de la *Gauche démocrate* de Ruiz Gimenez (démocratie-chrétienne), divisée quant à la perspective d'un accord avec le PC. La tendance dirigée par Fernando Miranda n'avait pas caché son opposition à un tel projet.

Si la *Gauche démocrate* a ratifié le protocole de fusion de l'opposition

(sans même attendre l'ouverture de son Congrès, convoqué le week-end prochain), c'est que l'évolution de la situation depuis quelques semaines démontre à l'évidence l'irréalisme de toute autre hypothèse.

Parallèlement, à Madrid, les organisations de jeunesse, communistes, socialistes et d'extrême-gauche (MCE, ORT, PT) ont mis sur pied une coordination permanente qui confirme le processus unitaire en cours et fait grincer les conservateurs qui parlent d'un nouveau « rapt » du PC sur les jeunes...

Si l'accord conclu vendredi dernier entre la Junte et la Plate-forme se consolide, les « deux Espagne », les deux camps de la guerre civile, risquent donc de se retrouver face à face, poussés à l'affrontement par la montée des antagonismes de classe, quelle que soit la volonté de « réconciliation nationale » manifestée par les partis réformistes. La droite traditionnelle quant à elle, a déjà repris les thèmes de son antique croisade. Les anciens combattants franquistes, qui appellent à manifester dimanche prochain à Madrid contre les manifestations en

faveur de l'amnistie prévues le même jour, ont précisé qu'ils « n'accepteraient pas d'autre Etat que celui de l'idéologie du 18 juillet » (date du pronunciamiento franquiste). Le leader de l'extrême-droite nationaliste Blas Pinar déclarait de son côté: « En tant qu'Espagnols et chrétiens, nous préférons le bunker à l'égout. »

Avec le roi et avec l'Armée...

Le contenu du communiqué publié par la nouvelle Coordination démocratique n'innove et ne surprend en rien. Il réside pour l'essentiel dans l'exigence d'une amnistie immédiate (notamment la libération des prisonniers et le retour des exilés), et dans l'appel à « une rupture ou alternative démocratique à travers une période constituante qui décidera sur la base du suffrage universel de la forme de l'Etat et du gouvernement ».

Ce texte appelle les mêmes remarques que le communiqué signé par la Junte et la Plate-forme le 30

octobre dernier: il ne comporte aucune mesure sociale donnant satisfaction aux revendications ouvrières; il ne définit aucune mesure en vue d'une véritable auto-détermination des nationalités; aucun délai pour des élections libres à une assemblée constituante. C'est le prix de l'alliance avec la bourgeoisie éclairée de la démocratie chrétienne et de la monarchie constitutionnelle.

La perspective de la Coordination démocratique ne va pas donc pas au-delà de ce que le PC a défini comme une « rupture négociée ». L'expression paraît d'ailleurs convenir à tout le monde; chacun lui prête sa propre interprétation. Interrogés à ce sujet dans le dernier numéro de *Cambio 16*, les dirigeants de l'opposition démocratique ont donné les réponses édifiantes qui suivent:

Ramon Tamames, de la Junte: la rupture négociée signifie que « tout le monde devra discuter un jour ou l'autre avec les institutions qui tiennent le pouvoir, l'Armée par exemple ».

Nazario Aguado, du Parti du travail (Junte): « La rupture négociée est absolument possible, si on l'entend comme un compromis entre les forces démocratiques et celles qui participent du régime (Armée, Capital, etc.) pour établir ce gouvernement démocratique qui ouvrira une période constituante. »

Armando Lopez Salinas (PCE): « La rupture négociée, c'est-à-dire l'ouverture d'un processus constituant et un gouvernement de large coalition sans exclusives... »

Fernando de Miranda (Démocratie chrétienne, Plate-forme): « La rupture négociée, c'est le pacte entre le pouvoir ou le roi, et l'opposition, par lequel ils se mettraient d'accord sur les conditions socio-politiques pour un nouvel Etat. »

Cette dernière interprétation n'a rien d'abusive. En tout cas, l'acte de naissance de la Coordination démocratique ne permet pas de la démentir.

Daniel Bensaïd

La Junte et la Plateforme.

La Junte démocratique: sa constitution a été annoncée à Paris le 30 juillet 1974 à Paris. Outre le PC, des secteurs monarchistes (Calvo Serer, le Parti carliste, le Parti socialiste Populaire) participaient. Son document programmatique proposait la reconnaissance de tous les partis politiques, ainsi que la reconnaissance « au sein de l'Etat espagnol unitaire de la personnalité des peuples catalan, basque, galicien... ». Il proposait la convocation d'une consultation populaire dans un délai de douze à 18 mois, l'intégration de l'Espagne au sein de la communauté européenne, en acceptant « le respect des accords internationaux ». Il n'envisageait de recourir qu'à des moyens d'action pacifiques pour préparer en vue du « moment politique opportun » une « action démocratique nationale ».

La Plateforme démocratique a vu le jour un an plus tard, durant l'été 1975. Autour du parti socialiste (PSOE), elle regroupait le Parti nationaliste basque, la Gauche démocratique, (démocratie-chrétienne), le MCE (Mouvement communiste d'Espagne), l'Organisation révolutionnaire des travailleurs, le Parti carliste et l'Union social-démocrate espagnole.

Le texte commun signé entre la Junte et la Plateforme le 30 octobre à l'approche de la mort de Franco insistait à nouveau sur le caractère pacifique de la transition vers l'après-franquisme, sans souffler mot de l'inévitable affrontement avec les piliers du régime. Il se prononçait pour le rétablissement des libertés et de « l'autonomie légitime des nationalistes », sans se revendiquer pour l'autodétermination. Il évoquait l'ouverture d'une « période constituante », sans en préciser les rythmes ni les modalités (suffrage universel à la proportionnelle intégrale ?).

Affiche publiée au Pays Basque pour la libération de Sabino Arana, militant de la LCR-ETA VI, détenu depuis 1968 et gravement malade.



ITALIE

LA PISTE NOIRE PASSE PAR L'ETAT-MAJOR DE L'ARMEE

Rappelez-vous. Décembre 1969. Une bombe, place Fontana à Milan, fait 14 morts et une centaine de blessés. Une vaste campagne de presse accuse les gauchistes, et l'anarchiste Valpreda est arrêté. Une longue enquête commençait, au cours de laquelle un témoin se « suicidait » en se jetant par la fenêtre des locaux de la police de Milan, et le commissaire Calabresi était descendu dans la rue.

Les juges chargés de l'enquête ont dévidé un long fil noir qui part de la place Fontana, traversant les bureaux de la direction du SID (Services Secrets de l'armée italienne), frôlant l'attentat contre le train Italicus en 1974 (12 morts, 50 blessés), le massacre de Brescia, la tentative de « golpe » du prince Borghese, pour arriver finalement à l'arrestation hier du général Maletti, ex-chef du Service « D » (défense) du SID.

L'homme-clé des révélations: Gino Giannettini, journaliste du MSI, informateur du SID sur les groupes d'extrême-gauche, qui apparaît comme le maillon entre les fascistes du groupe Freda et les « complicités gouvernementales ».

En avril 1973, Giannettini est convoqué par les magistrats dans le cadre de l'enquête sur la place Fontana. Il s'adresse au capitaine La Bruna, son contact habituel au SID qui lui conseille plutôt de changer d'air. Il le cache quelques jours dans les bureaux de Rome du SID et le fait embarquer, dans un avion pour Paris, sans présenter de passeport. Craignant probablement - et à juste titre - pour sa sécurité, de son exil parisien, Giannettini commence à faire des révélations sur les activités des chefs du SID.

Dans sa lettre-révélation Giannettini affirme que les hommes du SID étaient au courant du massacre de la place Fontana et de la préparation du coup d'Etat du prince Borghese. Les magistrats démocratiques qui travaillent sur l'enquête convoquent comme témoins au printemps 1974 les anciens et actuels chefs du service « D » du SID: E. Viola (66/68); F. Queirazza (68/71), G. Maletti (71/75). Il convoque également leurs supérieurs: l'amiral Henke et son successeur Micelli à la tête de l'Etat-Major des Forces Armées. Ils sont interrogés sur l'« expatriation » de

Giannettini. « Giannettini ? Nous ne connaissons pas » déclarent-ils tous dans un bel ensemble. Ils gardent leur assurance et tentent de faire pression sur les magistrats. Mais ceux-ci ne s'arrêteront pas là et continueront leur enquête, aidé en cela par la guerre fratricide que se livrent les différents services de l'appareil d'Etat, liés aux différents courants de la Démocratie-chrétienne. Les quatre dirigeants sont de nouveau convoqués, mais comme inculpés: Henke, pour « faux témoignage », Vito Miceli, également pour « faux témoignage », G. Maletti pour « favoritisme » de même que le capitaine La Bruna.

Une autre lettre de Giannettini a en effet révélé que de janvier à mai 74, La Bruna est venu plusieurs fois à Paris lui verser son « salaire » (2 500 000 lire). Le dernier versement a même été fait par mandat à son adresse parisienne. Les dirigeants du SID connaissaient donc bien Giannettini et son adresse d'exil. Ils sont accusés de l'avoir caché à la justice alors qu'un mandat d'arrêt était lancé contre lui.

Mais à trop vouloir masquer un témoin gênant les chefs des services



G. Maletti

secrets de l'armée italienne ont amené les juges enquêteurs à lever le rideau sur leur participation plus ou moins directe aux différents massacres qui ont jalonné les sept dernières années en Italie.

Anna Libera

aux quatre coins du monde

DJIBOUTI

● Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Jean-François Poncelet, après avoir rencontré lundi les dirigeants éthiopiens, s'entretiendra aujourd'hui avec les dirigeants somaliens. De fait, plus qu'une mission d'explication de la politique française à Djibouti, ce voyage a pour but de préparer les solutions futures pour le Territoire français des Affaires et des Issas. Il est patent, en effet, que la solution Ali Aref s'avérerait de plus en plus intenable. Ce dernier n'ayant pas réussi à faire l'unité autour de lui, en témoigne la décision de deux nouveaux députés (celui de la première circonscription de Djibouti et celui d'Oback) de retirer leur confiance au gouvernement.

Ainsi, Paris vient d'accéder à la demande de la LPAI de venir discuter des modalités d'indépendance. Une transition que le gouvernement Giscard aidé en cela par l'OUA et la Ligue arabe veut la plus paisible possible pour ses intérêts futurs et notamment pour ce qui est du maintien de la présence militaire française (voire de l'OTAN) compte tenu de la situation stratégique de Djibouti. Une évolution qui n'est pas sans déplaire à la LPAI, réformatrice qui se satisfait d'un projet libéral, et qui en l'occurrence, ne semble pas vouloir manifester la volonté de se défaire de cette tutelle militaire.

JL. B.

RENCONTRE DES FEMMES EN SUISSE

● Plus de 100 femmes ont participé le week-end dernier à une rencontre nationale sur la question de licenciements et du chômage des femmes. Des militantes du mouvement autonome et des groupes femmes liées aux organisations d'extrême-gauche étaient présentes, ainsi que des déléguées des organisations de l'immigration italienne et espagnole.

Afin de tisser des liens plus étroits avec les femmes travailleuses, elles ont décidé d'utiliser l'enquête sur le chômage qui a été lancée par les groupes femmes du Jura, ainsi que les questionnaires des femmes de l'immigration italienne. Les femmes réunies ont décidé de se rencontrer de nouveau avant le 1^{er} Mai pour discuter plus à fond des revendications prioritaires à mettre en avant, et d'envisager la possibilité de sortir une charte revendicative des femmes travailleuses. (correspondance).

RECTIFICATIF

Une coquille a déformé le sens de la fin de l'article sur le SWP dans le Rouge n° 13. Il fallait lire « Ecoutes téléphoniques filatures, perquisitions légales ou illégales se sont multipliées ces dernières années alors que la SWP était à la tête (et non à la quête) du mouvement contre l'intervention américaine au Vietnam ».

LIBAN

Les succès de la gauche inquiètent VERS UNE INTERNATIONALISATION ?

La guerre civile libanaise continue avec une férocité sans précédent. Les obus de gros calibres, les bombes incendiaires pleuvent sur Beyrouth. Les forces de la gauche (nationalistes, organisations réformistes, Armée du Liban arabe, résistance palestinienne) progressent vers le local central des Phalanges. Il n'y a aucun prisonnier, car des deux côtés les consignes sont strictes : « tout homme pris les armes à la main doit être exécuté ».

Dans la montagne, tenue jusqu'à présent par la droite chrétienne, l'avance des militants progressistes est freinée par la présence d'unités de l'armée libanaise ayant rejoint le camp réactionnaire.

Le succès de la gauche inquiète les gouvernements occidentaux et les régimes réactionnaires arabes. L'Égypte a proposé l'envoi d'une force militaire symbolique des

Etats arabes pour rétablir l'ordre. Cette initiative n'a rencontré aucun appui jusqu'à présent.

La Syrie aurait engagé une série de contacts internationaux pour s'assurer d'une passivité israélienne au cas où ses troupes interviendraient directement. Le gouvernement sioniste a l'intention d'obtenir un maximum de concessions de la part de l'impérialisme pour donner son feu vert. Un plan militaire israélien existe pour la conquête du Sud-Liban. Tout prétexte pourrait servir pour sa mise en application.

La droite libanaise est ouvertement favorable à l'intervention syrienne. Cela ne pourrait qu'améliorer sa situation. La gauche négocie à Damas un cessez-le-feu avec des garanties politiques. Elle demande toujours la démission du président Frangié et la mise en œuvre de réformes sociales. C'est le minimum qu'elle puisse exiger.

R. Brestar

RHODESIE

« Le drapeau du Zimbabwe flottera à Salisbury d'ici neuf mois »

C'est ce que vient de déclarer le leader de l'ANC (Conseil national africain) dit « extérieur », l'évêque Muzorewa, avant sa rencontre avec Amin Dada, président de l'OUA. Il a reconnu que les nationalistes recevaient des soutiens militaires à la fois de l'OUA et de pays socialistes et s'est refusé à démentir une aide de Cuba.

Seule ombre au tableau pour Kaunda le déclenchement d'actions de guérilla généralisée qui

Pendant ce temps le président Kaunda de Zambie fustigeant l'aide soviétique « qui n'a pas fourni des armes sophistiquées au MPLA pendant la guerre contre les fascistes portugais », s'opposant à l'éventualité d'une aide cubaine, joue à fond la solution de transition proposée par Londres (Cf. Rouge N° 9). Il vient même d'en expliciter les modalités : le remplacement du régime minoritaire de Smith par un exécutif présidé

par un britannique « représentant tous les groupes raciaux et les ailes intérieures et extérieures de l'ANC ». Il a avancé comme « entremetteur » possible le nom d'un ancien premier ministre de la défunte fédération Rhodésie — Nyassaland, maintenu depuis en résidence surveillée. Un comité exécutif qui serait maintenu un an en fonction et travaillerait à préparer des élections suivant le principe « d'un homme, une voix ».

remettrait en cause la belle logique de ce plan. Les noirs rhodésiens, a-t-il souligné pourraient lancer une véritable guerre, faire « sauter des ponts, mettre du sable dans des réserves de carburant, détruire des routes et empoisonner le bétail ». Il faut cependant se demander s'il ne s'agit pas là d'évoquer l'apocalypse pour prêcher des solutions modérées en accord avec ses intérêts.

J-L B

ARGENTINE

● Affrontement Police-guérilla près de Buenos Aires ● L'un des chefs de la police exécuté

Le lieutenant général Jorge Rafael Videla a prêté lundi serment comme trente huitième président de la République argentine.

Quelques heures plus tôt l'inspecteur Pavon, l'un des hauts responsables de la police argentine avait été abattu. La police attribue cette exécution à l'action des groupes armés de la guérilla. Mais aucune organisation ne l'a encore revendiqué. L'armée a annoncé mardi qu'elle avait arrêté à Cordoba seize personnes accusées d'activités subversives, de détention d'armes et de matériel de propagande ou de journaux interdits.

C'est également à Cordoba qu'une patrouille militaire aurait découvert un hôpital clandestin et saisi une importante quantité de matériel médical.

Mais c'est dans la banlieue de Buenos Aires que se sont produits mardi les affrontements les plus importants depuis le coup d'Etat, entre les forces de sécurité et la guérilla. Tout a débuté par l'attaque menée par un groupe de 25 guerilleros contre le commissariat de la petite ville de Moreno, à 30 km de la capitale. L'assaut ayant échoué les guerilleros auraient été contraints de se replier, poursuivis par d'importantes forces de sécurité. Une nouvelle fusillade se serait alors produite à Jose Copaz, alors que les fuyitifs tentaient de s'emparer de l'aéroport local. Neuf guerilleros au total auraient trouvé la mort au cours de cette opération. Mais la police argentine ne précise pas si elle a fait des prisonniers et s'il y a eu des pertes dans ses rangs.

PORTUGAL

La droite n'est plus sûre de sa victoire aux élections LES TROIS VINGT CINQ AVRIL

De notre envoyé spécial Charles Michaloux

Le 29 mars

A une semaine de l'ouverture officielle de la campagne électorale, matraques, et revolvers répondent aux seaux de colle et aux balais brosse. Dans la nuit du 28 mars deux militants du Parti Communiste portugais ont été blessés par balles à l'abdomen, après une bataille rangée avec le Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Proletariat (MRPP), (1) qui, décidément ne recule devant rien dans la lutte contre le « social-fascisme ».

Attablés dans un café, trois amis passent le temps en buvant de la bière et en décortiquant des crevettes. Ils s'inquiètent justement de l'arrogance de la droite. Tout à leur affaire, ils ne remarquent pas un quatrième larron qui leur tourne le dos, debout devant le bar. Après les avoir écouté dire haut et fort leur sentiment sur les Pide, le PPD, le CDS, la PSP et la GNR, celui-ci se retourne et les interrompt : « Dans un mois, il y aura beaucoup de têtes à couper. J'en ai quelques unes à couper moi aussi ». « Qui c'est celui-là ? », fait l'un des trois « C'est l'officier de la police de la zone »,

« Socialisme et liberté sont incompatibles » déclare Freitas do Amaral, secrétaire national du CDS lors de la rencontre nationale de son parti ce week-end. Tout comme Sa Carneiro, le dirigeant du PPD pour qui « le socialisme est devenue une idée intolérable ». « On gagne plus, on travaille moins au Portugal depuis le 25 avril 1974 » se lamente la Confédération de l'Industrie Portugaise (CIP) qui se veut le rassemblement des patrons « modernes ».

Il faut croire que ce n'est pas l'avis d'une grande partie des travailleurs portugais à la veille du 25 avril 1976. Comme ces cinq mille employés de la Fonction Publique, qui ont manifesté le 25 mars à Lisbonne pour un nouvel horaire de travail, et devant lesquels a dû s'incliner le gouvernement. Comme ces ouvriers de la construction civile dont les délégués syndicaux de Braga-Beja et de Setubal appellent à la grève le 1^{er} avril contre les consignes de retour au travail lancées par la direction nationale (PCP) du syndicat après le débrayage symbolique du 22 mars et les « assuran-

généraux, les ministres, les patrons et leurs partis crient au désordre. A leur rescousse viennent les directions du PS et du PCP. Mario Soares, dans une conférence de presse spécialement convoquée à cet effet, le 26 mars « en appelle solennellement aux partis, aux syndicats et au peuple portugais pour une trêve sociale jusqu'aux élections ». Le 28 mars Alvaro Cunhal disait à Portimao : « la réaction fait tout pour un coup d'Etat d'ampleur, en dévotant les grèves, car l'ordre démocratique ne lui convient pas. Les réactionnaires suscitent le désordre ».

La Sainte Alliance nouée dans le pacte Conseil de la Révolution-partis, descend dans l'arène pour imposer la « démocratie » électorale. Mais les travailleurs portugais ont pris goût à une autre démocratie, celle dont ils ont fait l'apprentissage balbutiant au fil de ces deux années de tourbillon social et politique, où l'horizon s'est brusquement ouvert sous leurs pas. Ils pèsent lourd dans la balance d'un résultat électoral que les plus lucides représentants de la bourgeoisie ne voient déjà plus avec l'optimisme confiant des premières semaines qui suivirent le 25 novembre. Mario Pinto, industriel et dirigeant du SEDES (association des grands patrons conservateurs) résumait bien leurs inquiétudes : « la situation n'a pas totalement changé, puisqu'il n'y a pas eu de modification du rapport des forces en présence ».

Si tout cela ressortait aussi dans les urnes, donnant une majorité absolue aux partis ouvriers (PS-PCP) et aux groupes d'extrême-gauche (FSP, LCI, MES et UDP) qui sait si l'onde de grève qui inquiète le gouvernement, le Conseil de la Révolution, le patronnat et qui dérange tant Soares et Cunhal, qui sait si elle ne pourrait s'enfler comme une vague pour bousculer plus tard le pouvoir que tous ces messieurs s'efforcent de trouver au fond des urnes du 25 avril 1976 ?

Charles Michaloux



(Fotolib)

lui répond le deuxième « C'est bien ce qu'on disait, ils deviennent arrogants... mais on les aura » conclut le troisième.

Les 25 avril se suivent et ne se ressemblent pas. Enterrée l'unité de la « Libération » de 1974 ; ravalées les professions de foi « socialistes », bénies par le MFA de 1975 ; cette fois, la droite ragaillardie par sa victoire facile du 25 novembre se présente les épaulettes scintillantes et la cravate bien mise.

ces de compréhension » qu'elle avait trouvé auprès du président de la République, le général Costa Gomes. Comme ceux de la métallurgie et des transports qui élaborent en ce moment leurs cahiers de revendications. Comme tous ceux des dizaines d'entreprises plus ou moins importantes qui du Nord au Sud du pays sont en grève ou menacent de débrayer pour défendre leurs conditions de travail, leurs salaires et leurs conquêtes. Les

« OBJECTIVEMENT CUBAINS »

150 hommes, après une préparation militaire à la caserne d'Espinho (au nord-est portugais, près de Braga), transportés en jeep et en camions, escortés d'hélicoptères, d'une antenne médicale et d'une assistance religieuse (1) se trouvent depuis le jeudi 25 mars dans le massif de Peneda Gerês, près de la frontière espagnole, communie le Quartier général de la région du nord, sous les ordres du général Pires Veloso.

Le porte-parole du général Pires Veloso s'explique : « Toute cette vaste zone du Gerês a été passée au peigne fin. Les localités sont battues avec minutie et la population discrètement interrogée sur l'éventuel passage ou séjour d'étrangers, et objectivement cubains ».

Les rumeurs les plus fantaisistes circulent - ou plutôt on les fait circuler dans la presse de droite à laquelle fait écho le journal de Raul Rego « A Luta » - sur les « 30 000 cubains qui envahissent le pays ». Le MRPP qui ne veut pas rester à la traîne à

même organisé un meeting à Porto pour dénoncer « la présence de ces sociaux impérialistes qui préparent la prise du pouvoir ».

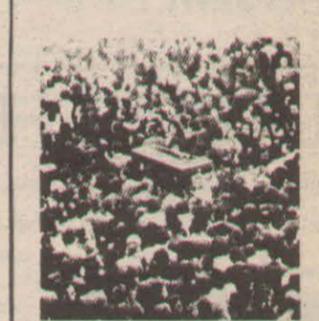
Pourtant avec leurs barbes et leurs cigares, 30 000 cubains auraient du mal à passer inaperçus. Après les grandes manœuvres de la Serra de Peneda, le capitaine David Martelo devait reconnaître avec tristesse : « Nous n'avons rien trouvé jusqu'à présent ».

Mais contre qui, s'il n'y a pas de cubains ? Le très réactionnaire journal du nord Comercio do Porto a trouvé la réponse : « Les cubains de diverses nationalités ».

Aujourd'hui, les étrangers, réfugiés politiques brésiliens ou d'Amérique Latine pour la plupart, doivent se présenter à la police avant le 2 avril. Demain pourquoi ne considérerait-on pas les « mauvais » portugais sont « objectivement cubains ». C'est peut-être eux que le général Pires Veloso poursuit déjà en crapahutant dans la Serra de Peneda Gerês.

C. M.

INPRECOR
correspondance de presse internationale
numéro 1 n° 10, Paris-FGJ 300, 134, 301



« la crise actuelle en Chine »

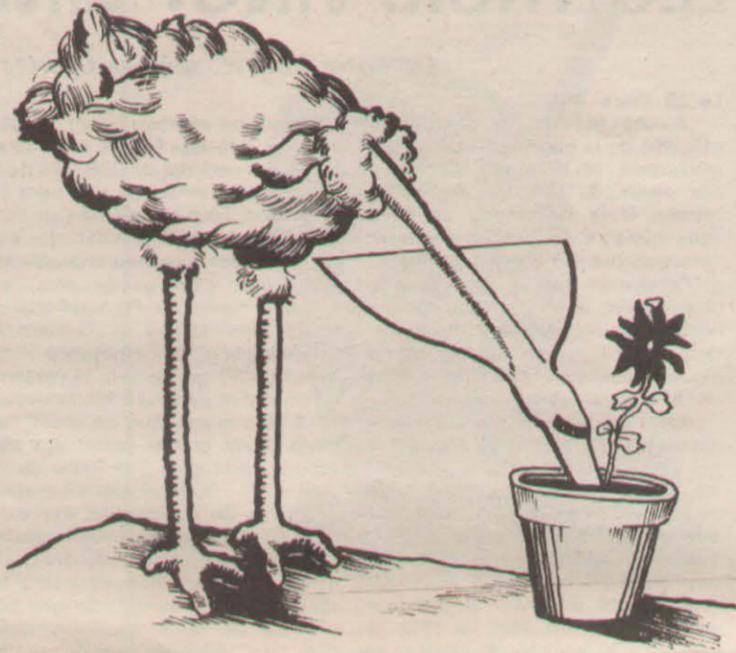
INPRECOR
Organe bimensuel de la IV^e Internationale
Dans le dernier numéro : des articles sur la crise actuelle en Chine, sur Cuba, l'Espagne, l'Angola, la Zambie, l'Égypte.
S.I.E. 10, impasse Guéménée, 75004 Paris.

NUAGES POUR CONCORDE

L'avenir s'assombrit pour Concorde. Le seul résultat de la réunion de lundi à Paris entre Marcel Cavailé, secrétaire d'Etat aux transports pour la France, Gerald Kaufman, secrétaire d'Etat à l'industrie, et S. C. Davis, secrétaire d'Etat au commerce, pour la Grande-Bretagne, est « l'accord sur l'initiative française tendant à procéder à des études sur ce que pourrait être le transport supersonique de demain ». Ce langage diplomatique et grotesque ne peut cacher la seule décision réelle de la réunion : ne pas mettre en chantier une série nouvelle, s'ajoutant aux 16 appareils dont la construction est déjà décidée.

La situation commerciale de l'appareil est donc bloquée : 4 commandes fermes d'Air France, 5 de British Airways ; aucune des options d'Iran Air (3) et de la CCAC chinoise (3) n'ont été confirmées. L'atterrissage aux Etat-Unis reste problématique, puisque l'aéroport de New-York s'oppose à la décision fédérale d'accorder une période probatoire de 6 mois.

Pour les responsables français, il s'agissait de convaincre leurs partenaires de décider la construction de trois appareils nouveaux, ou au moins, la fabrication de pièces détachées pour ces trois appareils, afin d'éviter une rupture de chaîne aux



conséquences graves. En effet, un arrêt de 6 mois demanderait un an de travail préparatoire pour la reprise de la production.

Pour les responsables britanniques, il s'agissait au contraire de bloquer toute initiative, pour des raisons budgétaires ; une décision claire était d'autant plus improbable que la Grande-Bretagne est sans Premier ministre. Et c'est seulement du bout des lèvres que la décision britannique d'arrêter la production a été démentie.

Pourtant, 800 travailleurs ont déjà été licenciés par la British Aircraft Corporation. Plus de 2 000 nouveaux licenciements sont prévus pour mai à Bristol. En cas d'arrêt de la fabrication, ce sont 10 000 travailleurs de l'aéronautique qui seraient licenciés à Bristol, plus de 5 000 à Toulouse ; sans parler des répercussions pour l'emploi des travailleurs de Rolls-Royce et de la SNECMA (qui fabriquent les réac-

teurs Olympus 593), d'Hispano-Suiza (trains d'atterrissage), etc.

Face à l'attentisme des responsables britanniques, le gouvernement français fait mine de s'intéresser aujourd'hui au problème de l'emploi des travailleurs de l'aéronautique. Toute la propagande tricolore faite autour de Concorde ne peut faire oublier que ces travailleurs risquent demain d'être les victimes d'un choix absurde économiquement, écologiquement, commercialement, dont le gouvernement est seul responsable. Pour avoir voulu mener la bataille de l'emploi sur ce même terrain, celui de la promotion de Concorde, au nom de l'intérêt et de la grandeur de la France, les syndicats de l'aéronautique, et singulièrement la CGT, n'ont pas préparé les travailleurs aux luttes qu'il leur faudra mener pour garantir leur emploi.

Madeleine Verdi



De notre correspondant à Rouen, Jérôme Paillette

La Dépêche de Normandie

Un anti-Hersant

LA DEPECHE
de Normandie

3 COMMUNES AU DIAPASON

pour la presse de la vérité

SOL' TIEN A LA PRESSE DE LA VÉRITÉ - envoyez votre souscription à la Dépêche de Normandie

« Un regard neuf sur votre ville... Lisez la Dépêche de Normandie ». Sur les murs de la banlieue ouvrière de Rouen, des affiches colorées annoncent la parution d'un nouveau journal local. Animée par une équipe de rédacteurs liée au PCF, La Dépêche, s'est donnée pour but de rendre compte deux fois par semaine d'une réalité que masque le quotidien régional en place. Car Rouen, c'est le domaine de « Paris-Normandie », quotidien unique dont la fadeur le dispute à l'indifférence aux luttes des travailleurs, surtout depuis sa prise en main par le trust Hersant. Rouen, c'est la ville de Lecanuet, le Kennedy Normand, dont le sourire photogénique apparaît aussi souvent que possible dans « Paris-Normandie ».

Mais Rouen, c'est aussi, sur la rive gauche de la Seine, une immense agglomération ouvrière, avec ses municipalités communistes ou socialistes. De Saint-Etienne du Rouvray à Petit-Quevilly, de Sotteville à Grand-Couronne, la banlieue industrielle offre l'image d'une réalité rouennaise bien différente de la célèbre rue du Gros-Horloge, et des beaux quartiers rénovés à grand frais, qui se donnent Lecanuet comme ministre-député-maire-conseiller général. Cette autre réalité, La Dépêche s'en fait maintenant l'écho depuis presque trois mois. Son lancement correspondait assurément à des visées électorales de la part du PCF : les cantonales, et les municipales de l'an prochain. Mais le projet de créer « une presse libre », une « presse de la vérité », face à un géant de la presse bourgeoise, ne peut laisser personne indifférent. Après plus de 20 parutions bi-hebdomadaires, une formule se rôde, les maladroites du début s'estompent, les qualités, comme les défauts, deviennent une donnée permanente. Un premier bilan peut être tiré.

Indéniablement, on voit la différence. D'un côté, le discours apolitique de droite du grand quotidien régional ; de l'autre, un journal qui n'hésite pas à consacrer sa première page aux saisiés, à des conditions de travail scandaleuses, ou aux luttes ouvrières. Un exemple ? les chauffeurs de la CNA sont en grève. Paris Normandie titre : « 150 pneus crevés en une semaine : la compagnie normande d'autobus suspend son trafic voyageurs ». La Dépêche,

quant à elle, consacre une page à la lutte sous le titre : « intolérable ! on a tiré sur un gréviste ». Le son de cloche n'est pas le même.

Mais la dépêche n'est pas seulement « la presse de la vérité ». Cette « presse libre » ne l'est que pour une tendance du mouvement ouvrier : celle qui est liée au PCF.

Les prises de position du PS et de la CFDT n'apparaissent qu'au compte-gouttes, et ce qui existe à la gauche du programme commun est tout simplement gommé : communiqués refusés, black-out sur les meetings, les manifestations. Les luttes qui ne cadrent pas avec le projet du PCF sont passées sous silence ou dénaturées : alors que les forces de police menacent d'investir l'imprimerie rouennaise occupée, la Dépêche y consacre une ligne en légende d'une photo (dans la rubrique « en un clin d'œil »).

C'est toute une conception de la démocratie ouvrière, et même de la société future, qui se révèle dans cette « presse libre », lancée par le PCF. On y parle du temps qu'il fera des rencontres sportives, des réalisations des municipalités de gauche, des dernières nominations au commissariat de police, et on se félicite de tout cela. Mais dès qu'on aborde la politique, c'est-à-dire le domaine où se règlent les affaires des travailleurs, eh bien, pas touche. Le Parti est là pour ça. Les déclarations de Roland Leroy font pièce à celles de Lecanuet dans Paris-Normandie, mais les travailleurs n'ont toujours pas la parole.

Il ne faut pas s'étonner si après 23 parutions bi-hebdomadaires, le journal vient de décider de ne plus paraître qu'une fois par semaine, pour des raisons financières. Un récent numéro de La Dépêche écrivait (à propos de la FEN) : « Bi-hebdomadaire au service de la gauche politique et syndicale, nous souhaitons entretenir de bons rapports avec tous ses courants ; encore faudrait-il que certains d'entre eux n'aient pas d'a-priori ». Faute de s'en tenir aux intentions proclamées, et à force d'exclusives systématiques, La Dépêche a rencontré parmi les travailleurs de la région rouennaise une certaine sympathie, mais pas l'enthousiasme que le projet d'un « anti-Hersant » aurait pu soulever, face à la presse aux ordures de Lecanuet.

MIDI VITICOLE

Les oubliés de l'unité :

LES SALARIES AGRICOLES

De notre correspondant à Montpellier

Pour les comités d'action viticoles, la question des salariés est épineuse. Elle menace de faire éclater l'unanimité de la profession autour du « bel élan de défense de l'économie régionale ».

Il y a d'abord le problème des saisonniers, immigrés pour la plupart, qui ne bénéficient d'aucun droit et qui, pour l'administration comme pour leurs patrons « n'existent pas » en tant que travailleurs. Le préfet peut les expulser quand bon lui semble. Ils n'ont aucun droit, pas de contrat, et sont logés dans les serres ou les bergeries. Ils sont soumis au bon vouloir total du patron, d'autant plus « dur » qu'il est lui-même coincé par le crédit agricole et le marché.

Il y a ensuite les « ouvriers agricoles permanents » qui sont payés à l'heure et soumis à la répression immédiate dès qu'ils se manifestent syndicalement. Dans « l'unité des catégories socio-professionnelles » qui préside ici aux journées « région morte », la question des salariés agricoles passe sous la table.

Si près de 9000 d'entre eux sont syndiqués à la CGT dans l'Hérault, le

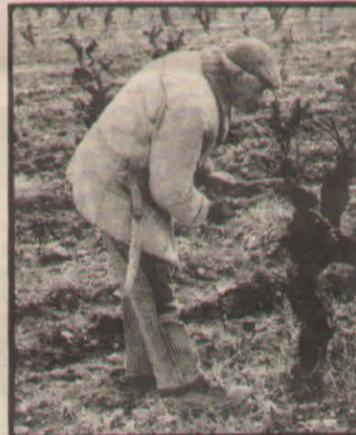
dernier congrès de l'Union Syndicale Agricole CGT le 27 mars a permis de montrer que le syndicat lui-même était plutôt embarrassé. La CGT se félicite des journées « Région morte » et condamne « la position du patronat agricole local » qui applique la politique d'austérité du pouvoir. Pourtant, elle est bien à l'écart des courants actuels sur les revendications. En demandant un minimum de 1700 F par mois et 10 F de l'heure avec une « augmentation correspondante hiérarchisée pour toutes les autres catégories », elle ne fait aucune mention d'une partie uniforme de l'augmentation.

Fort absente des luttes des travailleurs immigrés saisonniers, la CGT semble aujourd'hui un peu coincée entre la volonté des ouvriers agricoles d'être considérés comme des travailleurs à part entière, et l'alliance avec les PME, le négoce local et les gros propriétaires. C'est là toute l'ambiguïté de la défense du prix du vin et non de la garantie de revenu minimum pour les viticulteurs.

● Le syndicalisme viticole condamne les contrôles sauvages et l'attaque des chais.

Une nouvelle déclaration à verser dans le dossier : « Tentative de normalisation de la part du syndicalisme officiel. » MM. Maffre-Beaugé et Verdale ont, en effet, expliqué, dans un communiqué, qu'« un système de contrôle légal, effectif et efficace » a été institué par les pouvoirs publics. Les contrôles sauvages sont donc « injustifiés ».

● Le syndicat national des CRS se constituera partie civile dans l'affaire de la fusillade de Montredon. Son secrétaire général a indiqué que, de toute façon, le syndicat aura « la possibilité d'être tenu informé de l'évolution de l'enquête ouverte afin de retrouver les auteurs de la fusillade ».



il y a... 105 ANS

JOURNEES DE 1871

En province, les plus grands moments révolutionnaires sont déjà passés lorsque la Commune est proclamée dans la « capitale ».

En effet des tentatives de prise du pouvoir et des troubles sanglants ont lieu de septembre à décembre 1870 à Lyon, avec le concours de Bakounine, à Brest, Marseille, Rouen, Toulouse, Lanmezan, Perpignan, St Etienne, Le Creusot.

Après le 18 mars, des Communes éphémères naissent à Lyon, St Etienne, Le Creusot, Toulouse, Narbonne, Marseille et Limoges. Mais l'hostilité à la tradition jacobine qui a fait de Paris le nombril de la France est forte dans la population. A l'indifférence succédera souvent la colère. La peur du spectre rouge hante même les républicains. Chez les paysans, un vieux sentiment renaît contre les « partageux » : « Ils veulent nous imposer une révolution de leur choix, nous ne marchons pas ».

Le 31 mars, Paris se trouve tragiquement seul.

QUESTIONS AU PSU

● Dans un article de Tribune Socialiste intitulé « Les chances du PSU », Serge Depaquit, membre du Bureau national résume les conditions d'application de la stratégie et de la tactique du PSU après la victoire de la gauche aux cantonales.

Il récuse, d'abord, le schéma commode : « on installe la gauche au pouvoir, les masses font leur expérience, puis on déborde. » Partant de la constatation que « aujourd'hui, le pouvoir peut être défait et que ceci est maintenant ressenti et compris comme tel, par la grande masse des travailleurs », il met en garde contre deux dangers : le premier consiste « à boudier cette perspective en croyant qu'elle encourage l'attentisme sous prétexte que l'échéance la plus évidente est la nature électorale (attendre 1978 ?) » alors que « la nette aggravation de la crise sociale, au lendemain du scrutin des cantonales, s'inscrit déjà en faux contre une telle appréciation ». Le second danger plus « subtil » consiste à espérer contourner l'obstacle en divisant les tâches : aux révolutionnaires les luttes sociales, à la gauche la lutte politique électorale pour la défaite du pouvoir !

Au contraire, explique-t-il, à juste titre, les militants révolutionnaires doivent « tout faire pour développer les luttes sociales » tout en posant le problème de l'issue politique à la crise. Mais de quelle issue politique s'agit-il ? S'agit-il de poser clairement devant les travailleurs les responsabilités des deux principaux partis ouvriers (PC et PS) et des directions syndicales (CGT et CFTD) ? En ne se battant pas à coups d'imprécations pour un « nouveau mai 68 » mais en tenant compte à la fois de la réelle combativité et des illusions électoralistes des larges masses ? « Pourquoi respectez-vous la constitution gaulliste de 58 qui laissera Giscard à la présidence même si la gauche est majoritaire en 78 ? Pourquoi ne réclamez-vous pas des élections anticipées à la proportionnelle intégrale ? Pourquoi ne pas coordonner les luttes sur une plate-forme revendicative unifiante dans la perspective d'un mouvement social d'ampleur nationale, qui, s'il ne débouche pas sur un nouveau mai 68, pourrait du moins contraindre le pouvoir, refusant de céder aux revendications, à recourir à des élections immédiates ? Voilà les questions qui, selon nous, doivent être posées aux uns et aux autres. Voilà les questions que

peuvent légitimement poser les militants du PC et du PS à leurs dirigeants, qui avec Georges Séguy, ne cessent de hausser le ton et d'annoncer « l'automne du pouvoir » tout en attendant, dans la pratique, 1978.

La défiance accumulée sur ces questions concrètes, immédiates (bien loin de la crise « révolutionnaire » et de la « dictature du prolétariat ») devrait déboucher à terme sur la volonté des travailleurs de renforcer et de contrôler à la base l'unité réalisée au sommet par les directions traditionnelles, en s'organisant en comités unitaires. N'est-ce pas de cette façon que les révolutionnaires, sans céder « au prophétisme révolutionnaire », peuvent s'inscrire dans les contradictions de l'Union de la gauche, entre, d'une part, la dynamique sociale qu'elle suscite et d'autre part, les illusions réformistes qu'elle renforce ?

Il ne semble pas que Serge Depaquit l'entende ainsi. Il pense avec quelque raison que la gauche au pouvoir ne pourra pas appliquer le Programme Commun. Aussi, estime-t-il, « rien n'est joué d'avance ». « Les déséquilibres du système sont si profonds que personne ne peut aujourd'hui prétendre imposer longtemps à l'avance sa perspective ». Ni le PS, confronté au mouvement de masse, ni le PC confronté aux impératifs économiques et politiques de la bourgeoisie.

En somme, si on comprend bien, la crise est telle pour la PSU, que les forces traditionnelles peuvent être bousculées et contraintes de modifier leur projet. N'est-il pas plus raisonnable de penser que toute la pratique réformiste accumulée de ces deux partis les feront plutôt basculer de l'autre côté ? Mais alors, pour que la défaite du réformisme ne soit pas la défaite des masses, il faudra un parti révolutionnaire suffisamment puissant et clairvoyant. Cette perspective semble, a priori, exclue par Depaquit, puisqu'il estime que « aujourd'hui encore, les groupes d'extrême gauche, par leurs propositions inlassables de construction de l'unité des révolutionnaires (voire du parti) démontrent leur incapacité à dépasser les discours répétitifs de l'affrontement intergroupusculaire ». Cela signifie-t-il qu'il ne reste plus, dès lors, au PSU qu'à devenir l'instrument de la transformation de l'intérieur de l'Union de la Gauche ? Autant de questions qui attendent réponses.

René Yvetot

le PCF réunit son Comité central

MAIS OU EST DONC PASSE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN ?

Le comité central du Parti communiste est réuni depuis hier. Si l'ordre du jour est centré sur les problèmes de politique intérieure, il ne fait pas de doute que la direction du parti discutera également de la nouvelle phase de tensions dans les rapports avec l'Union soviétique. Lors du XXII^e congrès, la polémique sur les libertés en U.R.S.S. était restée limitée, même si le bureau politique avait dénoncé l'existence de camps de travail pour les prisonniers

Il a même été jusqu'à déclarer, hier matin à Europe 1 : « Ce n'est pas nous qui avons inventé après 1968, après l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, un nouvel internationalisme baptisé « internationalisme socialiste » qui réunirait de façon particulière les partis communistes des pays socialistes et qui serait d'un type supérieur à l'internationalisme prolétarien qui, en général, réunit les communistes. Ce n'est pas nous qui avons inventé cette variante régionale, ce sont nos camarades des pays socialistes ».

un « internationalisme » à sens unique

Tout ceci pourrait paraître anodin si on ne se souvenait pas des rapports qui existaient dans le passé entre le PCUS et les autres PC. Pendant les dizaines d'années, la bureaucratie soviétique, dominée par Staline, avait développé une curieuse conception de l'internationalisme prolétarien qui partait de l'idée qu'il était possible d'achever la construction du socialisme dans un seul pays. Fondamentalement nourrie par la peur que d'autres révolutions éclatent de par le monde, cette conception du renforcement de l'Etat soviétique était justifiée par la théorie de la « citadelle assiégée ». La tâche des PC était, dès lors, de faciliter la diplomatie de l'URSS. Ce qui signifiait, à une époque où l'impérialisme n'acceptait pas la « coexistence pacifique », une activité de pression sur les différentes bourgeoisies nationales pour qu'elles entretiennent de bons rapports politiques et économiques avec le gouvernement soviétique. Les campagnes pour « la paix et l'amitié » avec l'URSS se multipliaient, quitte à faire perdre des plumes aux PC, quand elles entraient en contradiction flagrantes avec leurs possibilités de développement. Ainsi, en 1939, le PCF, abasourdi par le pacte germano-soviétique, décidait néanmoins de l'appuyer et l'« Humanité » titrait : « Staline a raison ».

N'en déplaise à Jean Kanapa, il n'y a pas de tournant de la part de l'URSS qui a toujours eu la même conception de l'internationalisme. Et lorsqu'hier, Fedor Koulakev, membre du Bureau politique du PCUS a déclaré, à Sofia, « la défense de l'internationalisme est une obligation sacrée », cela signifie tout simplement la défense inconditionnelles de la politique de l'URSS...

Un internationalisme toujours vidé de son contenu

Ceux qui changent, ce sont les partis communistes d'Europe occidentale qui, à leur tour, demandent à l'Union Soviétique un soutien à leur politique nationale. L'affrontement entre les PC espagnol, italien, français, et le PCUS, outre son aspect nouveau et spectaculaire, révèle les profondes mutations politiques intervenues ces derniers temps dans le monde. Désormais, l'impérialisme accepte l'existence des « Etats ouvriers » et l'URSS n'a

plus besoin de l'aide-pression des PC européens pour négocier avec Giscard d'Estaing. Les PC de masse, ensuite, ne limitent plus leurs ambitions à être de gros partis d'opposition. La crise que connaît le système capitaliste les force à répondre à la nouvelle combativité des travailleurs en proposant une alternative politique. Pour conserver leur base ouvrière, les PC doivent être candidats à la gestion du pouvoir. Une gestion, toutefois, qui n'entre pas en contradictions avec la volonté de statu-quo des dirigeants soviétiques. Les PC ne proposent, sous des vocables divers - « Union de la gauche », « Compromis historique », « Rupture démocratique », - que de gérer l'Etat capitaliste en alliance avec la social-démocratie et des fractions de la bourgeoisie.

Cette perspective inquiète cependant les Soviétiques qui mesurent les risques d'instabilité et de débordements de telles coalitions. Ils préfèrent encore négocier avec des gouvernements bourgeois. En outre, la polémique PC-PS sur les libertés risque de faire tache d'huile dans le camp socialiste. L'exemple du printemps de Prague a montré comment la bureaucratie soviétique réagissait à l'élaboration d'un modèle contradictoire à celui du Goulag.

Ces données nouvelles ex-

politiques. Aujourd'hui, le ton monte de part et d'autre. La « Pravda » part en guerre contre les « opportunistes » et les « nationalistes » qui remettent en cause l'internationalisme prolétarien pour obtenir « des avantages provisoires et personnels ». A quoi Jean Kanapa répond, dans « France Nouvelle » de cette semaine, qu'il est « surprenant et impensable » que le PCF soit visé.

pliquent le caractère irréversible des polémiques en cours. Les PC n'ont plus le même besoin de l'URSS pour se développer. A l'enthousiasme de la révolution d'octobre a succédé la répulsion des camps d'internement. La volonté de conserver une large audience et d'aller au gouvernement prime sur le soutien aux méandres de la diplomatie soviétique. Certes, il n'est pas question de rompre avec l'URSS et de perdre ainsi un rapport de forces et une spécificité à l'égard de la social-démocratie, mais les dirigeants communistes occidentaux sont décidés à établir de nouvelles relations avec le PCUS. De leur côté, les dirigeants soviétiques n'ont pas d'autre choix que d'accepter cette nouvelle donne tout en limitant les dégâts par une multitude de pressions. Mais ils ne sont pas prêts à recommencer l'expérience désastreuse de la scission minoritaire du PCE qu'ils avaient impulsé en 1970, sous la direction de leur fidèle Lister.

Sous des formes différentes, liées à leur tradition propre, les PC vont continuer la polémique. Mais dans tout ce débat, le véritable internationalisme est absent. La théorie du « socialisme dans un seul pays » se paye cher. Les prolétaires n'ont pas de patrie mais les réformistes en ont une, et ils le font savoir.

Alain Krivine

Dans son rapport au Comité central

RENE PIQUET CRITIQUE L'ATTITUDE DES SOCIALISTES

● Devant le Comité central réuni à huis-clos, René Piquet a souligné les progrès sensibles de la gauche aux élections cantonales, mais il a ajouté qu'« il reste beaucoup à faire, d'une part, pour que la volonté de changement soit largement majoritaire, et, d'autre part, pour que cette volonté de changement s'exprime de façon consciente et déterminée ».

Le rapporteur est ensuite revenu sur le problème des désistements au second tour : « 30 % environ des électeurs de la gauche non-communiste ne se sont pas reportés sur les candidats du Parti communiste, devenus les candidats d'union (...) Le Parti socialiste a sa responsabilité. Son comportement favorise l'attitude de son électoral ».

Evoquant, enfin les problèmes de l'Union de la Gauche, le secrétaire du Comité central a souligné la nécessité de développer « l'activité indépendante du parti sur toutes les questions, à commencer par celle de l'union, pour en justifier la nécessité, pour montrer qu'elle ne peut exister qu'avec la présence d'un grand Parti communiste ».

Concluant son rapport, René Piquet a déclaré : « Il ne saurait être question d'attendre 1978, les élections législatives, pour apporter des solutions aux graves questions posées au peuple et au pays. C'est dans le combat quotidien que se défendent les intérêts des travailleurs, c'est dans le combat quotidien que se forge la volonté de changement, que le contenu de l'Union s'éleve ».

LE DOCTEUR SIMEONI RESTE EN PRISON

● Le docteur Edmond Simeoni, dirigeant de l'ARC, incarcéré depuis le 28 août à la Santé sous les inculpations de « prise de commandement d'une bande armée en vue de s'armer contre l'autorité de l'Etat ; tentatives d'homicides volontaires sur des agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions ; arrestations illégales, séquestration de personnes et prise d'otages », restera en prison.

Une fois de plus, M. Guillery, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat, a en effet rejeté une nouvelle demande de mise en liberté provisoire en sa faveur par l'un de ses défenseurs, M^{re} Marcantoni, du Barreau de Paris.



ACHETEZ
ROUGE
TOUS
LES JOURS
DANS LE MEME
KIOSQUE

Bretoncelles

DEROUE DE LA BANDE DES PATRONS

(communiqué)

Hier matin, lundi 29 mars, les travailleurs laissés pour compte par la direction Chevrier ont réoccupé le standard de la SODEM (ex-Piron) en réaffirmant leur ferme détermination à réintégrer l'unité de production.

Rapidement une dizaine de patrons locaux dont le nommé Pelar, plus grosse ferme de Bretoncelles, organisent une milice patronale composée de petits commerçants et d'artisans, malheureusement aussi de quelques travailleurs de leurs entreprises, une trentaine de personnes au total.

Les travailleurs de Bretoncelles sont fermement décidés à défendre la place. Quelques camarades sortent de l'entreprise et haranguent le groupe fascinant. Rapidement, la scission se crée : les ouvriers venus là s'écartent et puis s'éloignent. Manifestement, les patrons n'ont pas envie de se mesurer aux barres de fer et se retirent. La gendarmerie a été très longue à arriver. A 12 heures, juste avant son intervention, nous sortons avec l'ensemble des travailleurs déjà repris. Que Chevrier et les pouvoirs publics ne se fassent aucune illusion. Tant que des négociations sérieuses ne se feront pas, la bourgeoisie aura fort à faire dans notre région. Nous ne lui laisserons aucune seconde de répit. Section syndicale CFDT, comité de lutte élu

PARLY 2 :

« NOUS RENTRONS LA TETE HAUTE »

- Première victoire sur les salaires.
- Négociations pour tous les prisus de Paris le 28 avril.

Hier à une heure de l'après-midi, après 24 jours de grève, les 170 employées du Prisunic de Parly 2 ont repris le travail avec le moral. Toute la matinée elles s'étaient réunies en assemblée générale pour discuter de ce qui avait été obtenu. Cette demi-journée, la direction a dû accepter de la payer. En prime...

Dès la réouverture du magasin, la direction - qui ne perd jamais le nord - a essayé de se rattraper sur le client : aux rayons fromages, elle a mis en vente des produits « du matin », qui commençaient à courir tout seuls...

A Parly, il n'y avait jamais eu de grève. Pourtant, dès le début du mouvement, c'est 90 % du personnel qui est parti en lutte. Pendant la première semaine, l'inexpérience a un peu pesé. Mais, le 19 mars, leur champ de lutte s'est élargi : ce jour-là, les travailleurs du BHV et du Printemps débrayent une heure et rejoignent leur manifestation. Ce sont près de 150 personnes qui défilent en plein centre commercial Parly 2.

Devant le magasin, elles ne restent pas inactives : on fabrique des fleurs en papier, et en nylon (avec de vieux bas que des clientes ont apporté) ; on fait des carrés au crochet. Un bon moyen de populariser la grève et de renforcer le soutien financier local. En moins d'un mois, la caisse de solidarité a recueilli près de 5 millions d'AF. Au Chesnay, un tract de solidarité a été distribué : un comité de soutien s'est mis en place.

Avec celles des Champ-Élysées

Le 22, c'est sur un coup de fil de Parly 2, que le Prisunic Champs-Élysées est parti en lutte : débrayages, assemblées, et élaboration d'un cahier de revendication spécifique aux nocturnes. Le jour même une délégation de grévistes de Parly 2 se rend au siège de la SOFRAMAP (groupe Printemps-Prisunic).

Devant cette mobilisation, la direction répond par des promesses, mais en même temps elle menace de supprimer un ou deux jours de congés payés, avec incidence sur la prime de fin d'année. A Parly 2, il y a alors un flottement dans le personnel. D'autant plus que le responsable de l'UD-CGT appelle sans ambages à la reprise du travail.

Mais le moral ne tarde pas à remonter : un message de solidarité du

Prisunic Élysées regonfle toutes les grévistes de Parly 2. Le jeudi, elles descendent à Paris rejoindre leurs camarades et collègues, et les entraînent au siège. Là, pendant plus d'une heure, elles retiennent Monsieur Petit de la Direction générale, en lui chantant « La pêche aux moules »...

Sur ce, elles redescendent manifester dans la rue et même à



l'intérieur du « Printemps », où elles grimpent jusqu'au sixième étage dans le bureau de Lantier. Elles manifestent ensuite à 200 sur les Champs-Élysées. Le lendemain, elles remettent ça avec les Prisus des Champs-Élysées, en défilant jusqu'au siège. En tête, une banderole : « Prisunic en colère, unis nous vaincrons » (CGT, CFDT, FO).

Lundi matin, la direction a finalement lâché beaucoup plus qu'elle ne voulait : une enveloppe de 150.000 francs hors charges sociales, finançant une prime de fond intégrée au salaire, qui se répartit dégressivement de 120 francs (50 + 70) pour les plus basses catégories à 80 F (50 + 30) pour les plus hautes. Les déléguées syndicales ont exigé que l'embauche ne soit pas intégrée dans cette enveloppe. Enfin, l'accord paritaire (signé avec la CFTC) fixait les salaires 76 sur toute la chaîne Prisunic, est remis en question. Il est à noter que la direction accepterait de discuter enfin des salaires réels et non des minima garantis comme à son habitude.

Mais ces résultats obtenus à Parly 2, les patrons n'ont pas voulu les étendre à toute la chaîne. C'est maintenant la bataille qu'il faut mener. Le 28 avril, doivent avoir lieu des négociations de salaires pour la région parisienne. C'est en vue de cette échéance que tous les Prisunic de Paris doivent se mobiliser.

Correspondant

en lutte

COMMUNAUX DE LYON

Au quatorzième jour de grève, le mouvement reste toujours aussi dur, la grève est appelée à être reconduite aujourd'hui, puisque jusqu'à maintenant, l'administration s'est contentée d'amuser la galerie, sans rien lâcher de significatif. Une réunion devait avoir lieu avec l'ensemble des maires de la communauté urbaine de Lyon, et ce matin doit être rédigé un protocole d'accord qui sera soumis à l'assemblée générale. Une menace de faire intervenir l'armée avait été avancée contre les grévistes mais il semble - compte tenu des remous qu'entraînerait une telle intervention - que cette idée soit abandonnée dans l'immédiat. A signaler que Pradel ne fait ramasser que les sacs d'ordure éventrés. Des piquets de grève tournants ont été constitués pour expliquer le sens de la lutte.

● Fougères : Les travailleurs de Renault ont manifesté à 200 en voiture jusqu'à Rennes ; après avoir été reçus à la préfecture ils ont envahi les locaux de l'Assedic, puis l'étude du syndicat. Malgré les volte-faces de l'industriel De Thoran et les menaces du député-maire Cointat, le moral est au beau fixe : la journée s'est terminée par un pique-nique avec des galettes et des saucisses, et le gala de dimanche avec Leny Escudéro se prépare. (correspondant).

● A Dassault : La lutte se poursuit dans toutes les usines du trust, à Argenteuil, comme à Martignas, succession de débrayages qui désorganisent la production. A Boulogne, cinq minutes de grève tous les quarts d'heure. A St-Cloud, grève reconductible de deux heures tous les jours.

Hier après-midi, avaient lieu des négociations avec la direction générale. Aujourd'hui, à St-Cloud, une assemblée intersyndicale discutera des résultats obtenus et des formes de lutte à adopter.

Correspondant.

vie syndicale

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS



JOURNAL DE L'U.L. C.F.D.T. BESANÇON
3, rue Champrond 25000 Besançon

0,50 F. — supplément au bulletin de liaison n° 5

« La parole aux travailleurs » tel est le titre du journal que l'UL-CFDT de Besançon publie depuis quelques mois sur les luttes dans les entreprises bisontines.

Le N° 5 est centré sur le procès intenté par un patron contre des militants syndicaux.

Le 21 avril quatre militants syndicaux de l'usine « Bourgeois » passent en correctionnelle, pourquoi ? « Bourgeois » a une sinistre réputation dans la métallurgie locale : il avait toujours réussi dans le passé à éliminer les syndicats de son entreprise... jusqu'au mois de mai 71 où trois semaines de grève avec occupation ont imposé l'augmentation des salaires et l'élection de délégués du personnel. Depuis cinq ans la CFDT est activement présente dans l'entreprise et pourtant la direction a tout fait pour l'éliminer : brimades, avertissements, mises à pied injustifiées, blocage du salaire des délégués, etc., mais « ...La section CFDT tient toujours avec l'appui des travailleurs. Alors le patron met au point un nouveau stratagème pour parvenir à ses fins... suite aux dix jours de grève de mai 75, le PDG refuse d'inscrire au protocole d'accord la formule traditionnelle : « il n'y aura pas de sanction pour fait de grève ». Puis il dépose une plainte, à l'encontre des délégués du personnel pour une soi-disant « séquestration arbitraire ». La ficelle est un peu grosse, mais le patron se dit qu'avec de la grosse ficelle on fait de bons pendus... Le mécanisme est simple : faire un procès pour nuire à la CFDT, obtenir contre les délégués une condamnation (même légère) puis sois

le prétexte de cette condamnation, licencier les délégués. Et le tour est joué... Inutile de dire que toutes les déclarations patronales sont un tissu de mensonges, ainsi : « Le PDG affirme qu'il a été séquestré par les travailleurs. En réalité : le local où se tenait la réunion n'a jamais été fermé ; le patron a pu sortir librement à plusieurs reprises... Alors ? » Ceci n'est qu'un épisode de cette lutte qu'a engagée la direction Bourgeois pour se débarrasser du syndicat.

La répression au quotidien il y a quelques jours le chef du personnel déclarait à la presse, sans se tenir gêné que « le climat dans l'usine s'était nettement détendu » et pourtant à l'occasion d'une opération chirurgicale le même personnage a essayé de se débarrasser d'un délégué ; et parfois « la répression prend des formes plus subtiles ; lors de la dernière réunion des délégués du personnel, le chef du personnel annonce que la direction accorde de 0,20 F à 0,30 F d'augmentation pour un atelier. Il ajoute immédiatement « ...pour 97 % de l'atelier ». Décompte fait les 3 % représentant les 2 délégués. »

Voilà quelques extraits de la répression que voudrait généraliser ce chef du personnel formé à « l'école Peugeot ». Demain nous reviendrons sur les méthodes policières de ce patron, méthodes dénoncées dans un dossier CFDT. « DOSSIER B.. comme bourgeois, bénéfiques, brimades »

A commander au Syndicat de la Métallurgie CFDT 3, rue Champrond 25 000 BESANÇON joindre 3 F en timbres ;

● Le 23^e congrès de la fédération CGT de l'alimentation se termine aujourd'hui. Georges Ségué, intervenant à la tribune du congrès, a proposé au congrès de prendre une initiative à l'égard des consommateurs : « La CGT, a-t-il expliqué entend dire son mot et jouer son rôle à propos des problèmes de la consommation. Votre fédération a réuni sur ces problèmes une abondante et éloquent documentation dont la valeur réside précisément dans le fait qu'elle a été puisée aux sources de la fabrication des produits alimentaires. Il serait dommage que l'opinion publique n'en ait pas largement connaissance. »

Et il a terminé en proposant une « concertation générale de tous ceux qui s'intéressent aux problèmes de la consommation ».

● Le syndicat CFTC des PTT du Doubs rejette l'accord salarial signé par sa fédération au niveau national et déclare « la signature apposée par la fédération générale des fonctionnaires CFTC ne saurait engager le syndicat CFTC des PTT du Doubs lequel, par la voix de ses militants, s'étonne que la grève du 9 mars, exceptionnellement suivie, n'ait pas amené les responsables CFTC au plan national à une plus grande fermeté... il fallait avoir le courage de dire non... »

Elections professionnelles

● RATP : CGT et CFDT se maintiennent, légère progression des autonomes. La CGT a obtenu 49,3 % des voix (-0,2 %), FO 21,9 (+0,3 %), les autonomes 13,3 (+1,4 %), la CFDT 8,6 % (-0,1 %), la CFTC 4,7 % (-0,9 %), la CFT 2,2 % (-0,5 %)

● Peugeot Sochaux : léger recul de la CGT. Dans le premier collège, la CGT a obtenu 60 % des voix (-1,6 %), la CFDT 25,5 % (+1,6 %), FO 5,3 % (-0,3 %), la CFT 9 % (+0,3 %).

NANTES : PLATE-FORME COMMUNE DES CHOMEURS CGT ET CFDT

Le collectif chômeurs CFDT et le Comité CGT de chômeurs ont élaboré une plate-forme commune de revendications, qui réclame : retour aux 40 h, abaissement de l'âge de la retraite ; augmentation d'effectifs, notamment dans la Fonction publique ; garantie du salaire en cas de chômage total ou partiel et un minimum égal au SMIC pour tout demandeur d'emploi ; le développement de moyens en personnel et en locaux des ANPE et ASSÉDIC, la simplification des dossiers et de la procédure administrative ; un acompte systématique devant être versé aux chômeurs dès la première quinzaine de pointage ;

l'allègement progressif des impôts pouvant aller jusqu'à l'exonération pour les chômeurs ; la gratuité des transports en commun ; le maintien du droit à la crèche pour les travailleurs à la recherche d'un emploi ; la suspension immédiate des expulsions, saisies mobilières, coupures de gaz et d'électricité ; l'exonération des frais de cantine pour les enfants de chômeurs.

Des actions unitaires ont déjà eu lieu entre chômeurs CGT et CFDT (rassemblement et meeting commun, distribution de tracts, et occupation symbolique de plusieurs bus).

Correspondant

RHONE-POULENC : GREVE GENERALE SUR TOUT LE TRUST LE 8 AVRIL

A l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CFTC, aura lieu une grève générale de toutes les usines du trust, le jeudi 8 avril.

Cette grève fera suite à toute une série de mobilisations : grève générale

des usines textiles le 16 mars, grève avec occupation pendant plusieurs jours à l'usine de Péage de Roussillon, et manifestation de 1500 travailleurs de Rhône Poulenc avant-hier à l'intérieur de la Foire de Lyon, au chant de l'Internationale.

GEORGES (AMIENS)

MONSIEUR LE DIRECTEUR N'AIME PAS LES NOUILLES

Hier matin, alors qu'ils occupaient leur usine depuis trois semaines, les grévistes de Georges ont reçu une visite : le directeur flanqué de quelques non-grévistes et d'un huissier. Venaient-ils pour discuter des revendications ? Non, ils s'étaient déplacés simplement pour « constater les dégâts ». L'huissier constata gravement... l'absence de dégâts et s'en fut.

Les grévistes s'assoient alors en cercle autour du directeur, et écoutent ce qu'il a à dire. Silence. Trois quart d'heure de silence ! Une idée germe alors : puisqu'on attend une réponse depuis trois semaines à ce qu'on réclame (200 F pour tous, 13^e mois, prime de transport), pourquoi ne pas le garder un peu avec nous, aussi longtemps qu'il le faudra ?

Midi arrive. Comme à l'accoutumée, les grévistes prennent en commun le repas qu'ils se sont préparés. Aujourd'hui au menu : des nouilles. Au bout d'un moment, quelqu'un se lève pour aller proposer une assiette à l'invité « Le voilà parti nourrir le singe », lance un convive goguenard. Au bout d'un moment, l'assiette revient, pleine : Monsieur le directeur n'aime pas les nouilles...

Dans l'usine, la garde s'est faite plus vigilante. Pendant le week-end, en effet, la direction avait profité d'une brève absence des grévistes pour faire déménager une partie du matériel (cloisons métalliques).

Les travailleurs sont allés sur place récupérer ce matériel et l'ont

ramené de nouveau à l'usine. Maintenant, la situation est claire : « on laisse rentrer les matières premières, mais on ne laisse plus rien sortir ».

L'occupation est organisée par le comité de grève. Elle se heurte à des difficultés pratiques, certains grévistes habitant à 30 et même 50 kilomètres : les problèmes familiaux et même financiers sont sérieux. Mais la détermination se renforce, comme le montre l'action de ce matin. « Je n'aurais jamais cru, explique un membre du comité de grève, que l'on serait capable de faire ça : maintenant on ira jusqu'au bout, et il faudra que le soutien à notre lutte se renforce ».

Pierre



Les ouvriers du Parisien Libéré ont distribué à Amiens 80 000 exemplaires de leur journal à l'occasion de la manifestation de vendredi contre France-Picardie.

UN SI BEAU VISAGE D'OUVRIER



Maintenant, priorité aux travailleurs manuels.

Pour faire une belle campagne publicitaire, c'est connu, il faut des sujets qui soient photogéniques. Aussi, le gouvernement, dans sa campagne pour la « revalorisation du travail manuel » a-t-il choisi ses effets : un visage de sidérurgiste au teint bruni, casque vert sur un fond de flammes rougeoyantes. L'ensemble est du plus bel effet...

Il faut tout de même une bonne dose d'impudence pour choisir précisément cette profession, comme symbole esthétique, quand on sait ce que veut dire travailler dans la sidérurgie : des heures passées dans une chaleur accablante, qui dessèche les poumons ; un travail en feu continu qui impose des changements continus de rythme de vie ; les études médicales montrent qu'après cinq à six ans de ce régime, 50% des travailleurs ont des troubles nerveux et digestifs. Une enquête sur la sidérurgie dans le Nord a permis de montrer qu'après 15 à 20 ans en feux continus, la majorité des travailleurs concernés n'avaient plus d'autres activités que de dormir, manger, travailler, et regarder la télévision.

« Il donne le meilleur de lui-même » dit le slogan de l'affiche : bel exemple de cynisme ou d'inconscience, quand on sait que le taux d'usure physique des ouvriers à ces postes de travail est tel que l'espérance de vie moyenne est souvent inférieure à celle des mineurs de fond.

Mais ce sont sans doute là de mesquines préoccupations : ce que souhaite le travailleur manuel, ce n'est pas de vivre assez pour toucher sa retraite, ni d'avoir un salaire décent, c'est d'être bien considéré. Que tout le monde sache enfin qu'il a une bonne tête.

F.L.

Dans la Mayenne, les éleveurs de veaux contre l'UFAC LE LAIT QUI TUE LES VEAUX

F. a une petite ferme dans le nord de la Mayenne. En plus des 16 ha qu'il cultive, il engraisse une trentaine de veaux de lait. Le technicien de la firme d'aliments de bétail le persuade d'agrandir son élevage : peu de risques, revenus assurés. Le troupeau s'agrandit. F. achète les animaux, l'aliment lui est fourni avec 90 jours de crédit, juste ce qu'il faut pour toucher le prix de la vente des animaux. Les premiers temps, F. connut un certain succès et acquit une réputation de bon éleveur.

Mais les choses se gâtèrent voici deux ans. Les veaux prenaient la diarrhée, refusaient de boire. Beaucoup crevaient les autres devaient partir à l'abattoir avant même d'être suffisamment développés. On enregistrait dans certaines bandes jusqu'à 25% de pertes. C'est que le lait reconstitué est l'unique nourriture que reçoivent les veaux jusqu'à l'âge de 3 mois. « C'est comme un bébé, un organisme fragile. Si le lait est mauvais, c'est la catastrophe », explique F. Ainsi une modification de la qualité était responsable des morts en chaîne.

La firme d'aliment propose de reporter l'échéance sur la prochaine « bande ». C'est ainsi que F. accumule petit à petit une dette considérable. 8 millions et demi en 7 mois. Mais les pertes persistent dans l'élevage. Il se trouve contraint de prendre des veaux en pension. Rien ne lui appartient : ni les

animaux, ni l'aliment. Le revenu de son travail il n'y pense même plus : il s'agit avant tout de régler ses dettes... si l'élevage réussit.

Au bout de quelques mois la situation est désespérée. F. est obligé de vendre la quasi-totalité de son troupeau. Pour lui c'est la misère. La survie ne tient qu'aux allocations familiales avec toujours la menace d'une saisie pour régler le reste de ses dettes.

Depuis quelque temps un certain nombre d'éleveurs de la région s'inquiétaient des pertes subies dans leur élevage. Un point commun à ces éleveurs : ils employaient tous l'aliment UFAC (LACTIO). L'UFAC est une grosse firme d'aliment du bétail qui fournit le lait reconstitué pour l'élevage des veaux. Pour accroître ses profits, l'UFAC incorporait dans son lait de l'amidon, du lacto-sérum et de la soude pour réduire l'acidité. Aux plaintes de l'éleveur, la direction de l'UFAC opposait toujours la même réponse : notre aliment n'est pas à incriminer, vous êtes de mauvais éleveurs.

Malgré toutes les preuves à l'appui (Analyse du produit authentifiée par huissier) qui démontrent la mauvaise qualité du produit, l'UFAC continue à contester le préjudice subi par les éleveurs. Ceux-ci ont commencé à se grouper, à s'organiser. Dans un premier temps, ils se sont tournés vers la FNSEA. Celle-ci n'a jamais proposé rien d'autre qu'une négociation en haut

lieu qui attend toujours. La plupart des éleveurs se sont alors constitués en comités de défense souvent appuyés par les Paysans-Travailleurs. Ils sont décidés à obtenir la réparation intégrale des pertes subies, et pour l'avenir un contrat qui garantisse un revenu minimum du travail effectué.

L'UFAC a d'abord essayé de faire pression sur la presse locale pour empêcher les éleveurs du comité de défense de s'exprimer. Elle a ensuite porté plainte en diffamation contre les éleveurs qui avaient dénoncé publiquement le vol sur la qualité.



Devant la détermination du Comité, elle a tenté de les diviser en réglant certains dossiers ; d'autres se sont vus au contraire saisir leur bétail.

Mais les éleveurs sont bien déterminés à aller jusqu'au bout pour obtenir réparation totale des préjudices.

Lopez

Des preuves

Il existe trois qualités de lait : A-B-C. La qualité A coûte 10% plus cher que la qualité C. Vu l'augmentation générale du lait maigre, l'UFAC s'est rabattue sur la qualité C pour maintenir ses profits sans trop augmenter ses prix.

L'UFAC conteste, cependant le comité de défense a des preuves : 3 analyses effectuées sous contrôle d'un huissier. Quand on sait qu'au contrôle de l'acidité du lait par la méthode Dornic, on obtient

pour un bon lait, un degré d'acidité de 17-18 et que pour nos trois analyses nous avons obtenu respectivement 13,4-15,2 et 13,7, inutile de demander si l'on se trouve devant un lait de qualité C ou non. Ce lait était acide et a été traité à la soude caustique. Une fois dans la panse du veau il redevient acide et porteur de germes. La digestion est fortement perturbée entraînant le ralentissement de la croissance ou même la mort des animaux.

en lutte

● FRAMA TOME (CHALONS-SUR-SAONE) : Les 400 ouvriers de l'usine sont en grève avec occupation depuis lundi. Ils revendiquent 400 F par mois pour les plus bas salaires, le 13^e mois et la suppression du travail en 3x8.

● La grève avec occupation se poursuit à l'atelier des containers de la SNAV-Vénissieux où la direction a frappé durement : 12 immigrés licenciés, 18 autres mis à pied et 4 délégués CFDT menacés de licenciement.

● CENTRE DE TRI PTT DE TRAPPES (78) : Les travailleurs commencent aujourd'hui avec leurs sections CGT et CFDT une grève pour l'obtention de la prime d'installation pour tous (installation dans des mini-foyers de postiers) ; il n'y a qu'à Melun et à Trappes que cette prime n'est pas accordée.

Correspondant

BOURGOGNE ELECTRONIQUE (DIJON)

● L'usine de Saint Appollinaire s'est petit à petit installée dans la grève. Au matin du 16^e jour d'occupation, le moral reste au beau fixe : la direction n'a rien cédé et c'est une certitude inébranlable qui anime ceux du piquet. Un premier gala de soutien a été organisé dimanche, un rassemblement dans la boîte était convoqué hier soir par les UD-CGT et CFDT, mais aujourd'hui, la perspective d'une manifestation de rue unitaire appelée sur l'ensemble des boîtes permettrait un réel élargissement du rapport de force nécessaire à la victoire.

L'appel lancé par le comité de grève à tous les partis de gauche et d'extrême-gauche doit être entendu.

Soutien financier : Caisse d'Epargne de Dijon CCP 3800 33T compte n° 01 04 0005001.

Correspondant

FOYERS SONACOTRA COMMUNIQUE DU COMITE DE COORDINATION

● Le 27 mars 1976, les résidents des foyers SONACOTRA de Champigny (77), Dammarie les Lys (77), Pierrefitte (93) et Nanterre-Ville (92) ont tous reçu une lettre de la SONACOTRA les menaçant d'expulsion de leur foyer s'ils ne payaient pas les loyers et le retard depuis le début de la grève dans un délai de huit jours.

C'est une nouvelle manœuvre de la direction de la SONACOTRA pour diviser le mouvement et ainsi éviter des négociations avec les délégués représentatifs des résidents des foyers regroupés dans un comité de coordination...

Ces tentatives de division, ces menaces, ces provocations se heurtent à l'unité du mouvement et à la détermination du comité de coordination...

Le comité de coordination le 29 mars 1976

OLYMPIC BRAVERY ENQUETE OUVERTE

Double enquête à Brest autour de la marée noire provoquée par le naufrage de l'Olympic Bravery : la direction de l'équipement enquête pour déterminer les dégâts provoqués par le pétrolier et l'administrateur des affaires maritimes enquête sur les causes de l'accident.

Quand on sait que le pétrolier se dirigeait vers un fjord norvégien pour y être désarmé faute d'emploi, et quand on sait par ailleurs que l'assurance que va toucher l'armateur Onasis pour l'accident du pétrolier s'élève à 50 M de dollars on ne peut s'empêcher en effet de trouver suspect cet échouage qui arrive fort à propos pour un navire dont n'a jamais eu besoin. Sur place, des bruits courent sur le capitaine qui n'avait pas demandé assistance immédiatement quand les machines du pétrolier étaient tombées en panne en tout état de cause, si ces soupçons s'avèrent justifiés, on peut être sûrs que le capitaine n'aura pas agi de son propre chef. Un « crime de baraterie » (faire couler le bateau pour toucher l'assurance) profite en effet à l'armateur et non au capitaine.

L'administrateur chargé de l'enquête a signalé que « si cela était le cas, il aurait été désaisi du dossier, car... (la baraterie)... est passible des Assises. »

Pendant ce temps, la boule continue à rendre impossible le colmatage des brèches, le pétrole s'écoule toujours.

Les militaires du Génie d'Angers ont déjà enlevé à l'aide de pelles et de seaux trois cent tonnes de magma.



armée

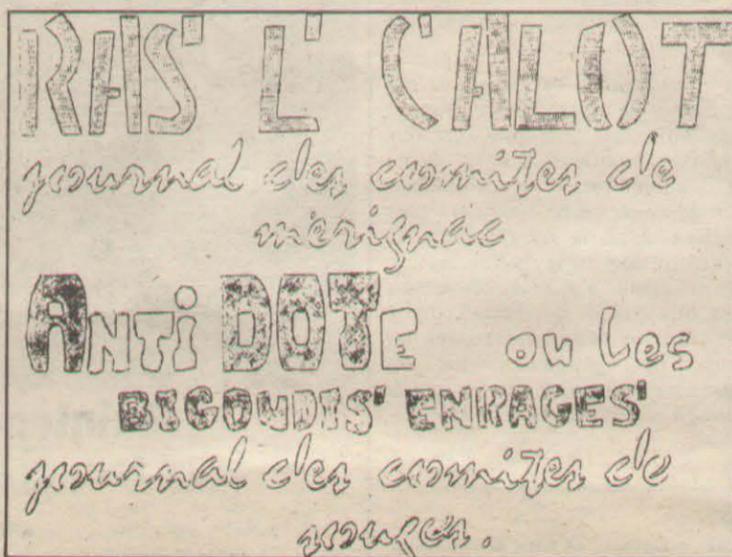
- Soutenus par l'UD-CFDT
- Soutenus par des sous-officiers engagés

LES COMITES DE MERIGNAC ET DE SOUGES DEFIENT LA REPRESSION

Suite de la page une

Cette nouvelle manifestation spectaculaire de la solidarité entre les travailleurs sous l'uniforme et leurs camarades civils n'est pas le seul intérêt du bulletin des camarades de la Gironde. Outre de très nombreux échos sur la vie des casernes, par exemple celui qui relève la « paranoïa d'un officier de sécurité de la BA 204 de Mérignac qui a obligé des bidasses à se déguiser en civils pour aller effacer à la peinture des slogans anti-militaristes qui fleurissaient sur un mur de l'enceinte militaire », le bulletin contient une contribution d'importance sur l'organisation de la lutte au sein de l'armée.

Sous le titre *Tous les engagés ne sont pas des crevures*, un article signé par « quelques sous-officiers engagés de la BA 106 de Mérignac » tente de situer la place des petits cadres dans la lutte des soldats. « Nous avons conscience des problèmes qui se posent aux appelés (...) les engagés se heurtent au même type de problèmes et même risquent davantage s'ils prennent des positions solidaires de celles des appelés sur leurs propres revendications ». Ces camarades expliquent sur la base de quels malentendus des jeunes gens en viennent à s'engager. « On cherche, continuent-ils, à nous couper de la vie civile. Nous passons des diplômes militaires sans équivalent civil (...) nous sommes victimes de mutations fréquentes qui tendent à couper les militaires de l'extérieur et à isoler ceux



qui prennent conscience des problèmes et résistent (...) il est difficile de sortir de ce ghetto dans lequel on nous a enfermés ». Et de conclure : « Nous, engagés, sommes solidaires de la lutte des appelés pour leurs droits ; nous luttons pour nos propres revendications ; nous n'avons pas un rôle répressif à jouer à l'égard des appelés (...) nous sommes aux côtés des appelés et appuyons leurs revendications qui nous concernent également ; nous réclamons le droit de résilier notre contrat d'engagement à tout moment ; nous réclamons le droit de nous exprimer librement, de nous réunir, de nous

associer afin d'obtenir la satisfaction de nos revendications ; nous réclamons la levée immédiate des inculpations qui frappent les soldats luttant pour leurs droits et ceux qui les soutiennent. »

Comment pourrait mieux s'exprimer l'échec profond d'une manœuvre qui visait à isoler les soldats du soutien naturel de leurs camarades civils, qui voulait dresser l'encadrement militaire contre les appelés ? La combativité redouble là où la répression avait cogné le plus fort, il fallait avoir une vue bien courte pour douter qu'il en serait autrement.

J.F. V.

l'homme des casernes

LIBERATION IMMEDIATE DE DOMINIQUE DISTLER

● Une trentaine de militants du GARM de Lyon ont occupé lundi la cour de l'hôpital militaire Desgenettes. Ils exigeaient la libération de Dominique Distler, insoumis, gréviste de la faim depuis le 8 mars, et dont l'état de santé a exigé une hospitalisation depuis le 22 mars.

COMMUNIQUE DU COMITE DE SOLDATS DE LA BA 110 DE CREIL

● Après la distribution du *Fas Rouge* n° 1, bulletin du Comité de soldats de la BA 110 de Creil (Oise) qui dénonçait :

- l'armée au service du capital (ainsi les mécanos de l'armée sont un véritable service technique des marchands de canons)

- l'armée de guerre civile - les conditions de travail au mess, au garage, en bord de piste

- et réclamait la liberté d'expression, le droit de réunion et d'organisation

La Sécurité militaire a mis le paquet : une soixantaine de soldats interrogés. Il paraît même que la Cour de sûreté de l'Etat s'occupe de l'enquête.

Ce n'est qu'un début, nous continuerons le combat pour l'obtention des droits démocratiques à l'armée.

Le comité de soldats
Creil, le 26 mars

LE MOUVEMENT DES SOLDATS EN ITALIE

par J-Y Potel

3/ L'ORGANISATION DU MOUVEMENT ET SES DEBATS

De la puissance du mouvement, mais aussi de son inégalité, naît un débat essentiel, celui de l'organisation de masse des soldats et de ses rapports avec la classe ouvrière. En France, cette question a pris la forme de la lutte pour un syndicat de classe unitaire lié aux organisations ouvrières. En Italie, du fait de l'histoire du mouvement, l'organisation est conçue comme un dépassement des « nuclei ».

L'assemblée de Rome a montré comment peut se concrétiser ce dépassement. Un délégué de Coverciano affirme par exemple : « je pense qu'il existe une différenciation, une rupture entre la force du mouvement et ses structures organisationnelles. Je crois que les nuclei de casernes sont devenus inadéquats à la force immense du mouvement. Nous sommes arrivés dans une phase, ajoute un délégué du 9^e RA de Foggia, où nous réussissons à conquérir dans la lutte, la majorité des soldats ». La 1^{ère} Assemblée doit être « un point de départ pour être dans chaque caserne des structures de base stables et reconnues par la majorité des soldats. Ils agissent de chaque caserne, de chaque mobilisation, de chaque conflit pour élire des délégués révocables et il ajoute « c'est simplement en suivant cette voie qu'il sera possible de réaliser un de nos objectifs principaux, c'est à dire le droit d'assemblée et d'élection de délégués révocables. C'est simplement en engageant dès aujourd'hui cette bataille dans toutes les casernes que nous pourrions imposer la reconnaissance légale de nos objectifs ». A l'inverse, un délégué de la division d'Ariete insiste beaucoup plus

sur les nuclei « comme patrimoine du mouvement des soldats » : « Nous ne voulons pas dire que nous défendons de manière absolue les nuclei et les coordinations et que nous rejetons catégoriquement la structure des délégués. Nous soulignons seulement que dans la phase actuelle, la proposition de stabiliser une forme d'organisation que le mouvement s'est donné en de brèves occasions est velleitaire et aventuriste. C'est une fuite en avant ». D'autres délégués, qui adoptent la perspective d'un mouvement de délégués élus, insistent sur le maintien des nuclei comme instrument déterminant pour assumer cet objectif. « Ce serait un suicide dans cette phase de décréter la fin des nuclei ».

Ces divergences expriment d'une certaine manière l'inégalité de la mobilisation. Dans certaines casernes les « soldats démocratiques » sont connus de tous, réunissent des assemblées générales comme on en a vu dans de très rares occasions en France. Dans ces cas, il semble possible de stabiliser des conseils de délégués élus démocratiquement. Mais dans d'autres cas les conditions d'organisation sont plus difficiles, et les soldats conscients s'organisent en nuclei semblables aux comités de soldats de l'armée française. Ce débat se répercute aussi dans la prise de position des organisations révolutionnaires qui participent au mouvement. *Lotta Continua* qui semble la plus influente et publie un journal spécial - *Proletari in Divisa* - propose depuis longtemps, pour gagner la masse des soldats, de sortir de la clandestinité. Elle mène une campagne résolue pour l'élection de délégués

révocables dans des assemblées de base et la construction de « l'organisation de masse de soldats démocratiques » ; *Avanguardia Operaia* sans combattre ouvertement cette perspective ne la met pas au centre de son agitation et enfin de compte la trouve prématurée.

Jusqu'à dernièrement la position de *Lotta Continua* paraissait la plus solide du fait même que la répression de la hiérarchie était mise en échec. La puissance du mouvement la solidarité des sous-officiers qui refusaient de jouer le rôle de flics, mais aussi la crise politique italienne rendait difficile une « répression à la française ». Mais c'est certainement sur la question des rapports avec le mouvement ouvrier que les divergences entre ces deux organisations sont les plus importantes, d'autant que ni l'une ni l'autre ne sont très claires. *Avanguardia Operaia* privilégie l'unité entre les soldats et les organisations syndicales (CGIL, CISL, UIL) en proposant une plate-forme de lutte élémentaire (transport gratuit, pour de meilleures conditions de vie, etc). L'unique terrain de liaison serait la solidarité des syndicats. Or ces derniers sont pour le moins circonspects, à l'image des Confédérations françaises. *Lotta Continua* de son côté procède d'une manière inverse. Pour cette organisation, le lien avec la classe ouvrière se fera d'abord avec ce qu'elle appelle les formes « d'autonomie ouvrière » (Collectifs d'usines occupées dans le Nord, comités de chômeurs ou de travailleurs occupant des maisons vides, certains conseils de délégués etc...) et sur le terrain politique (lutte contre le règlement Forlani). *Lotta con-*

tinua met donc au centre de sa propagande la lutte contre les restructurations qui constitue à la fois « un terrain privilégié de lutte et le terrain politique de liaison avec les travailleurs ». A l'opportunité d'*Avanguardia* vis à vis de la bureaucratie syndicale, *Lotta continua* oppose une sorte de contournement des appareils réformistes. Elle n'organise pas de bataille prolongée, au sein des organisations syndicales, pour la liaison permanente avec le mouvement des soldats. Ce débat qui traverse démocratiquement le mouvement n'a pas été sanctionné à l'Assemblée de Rome. Une deuxième réunion était prévue en février-mars pour trancher.

Il faut noter enfin, la position du PCI dont tout le monde parle en ce moment. Ses militants ont toujours été présents individuellement dans les nuclei, certains ont même été élus comme délégués, mais contre l'avis de leur parti qui, lui, a toujours condamné violemment les manifestations publiques des soldats. Après l'Assemblée de Rome, non seulement l'Unita s'est élevée contre la « rébellion », la « désobéissance » et la « violation du règlement de discipline » proposées par les « groupes extrémistes », mais surtout, le PC est arrivé à distribuer des tracts à la sortie des casernes, dénonçant la journée du 4 décembre. Depuis, il a organisé une enquête sur les conditions de vie dans les casernes et a pour la première fois proposé une alternative à ces militants : des structures de participation à l'image de nos « clubs de soldats ». Là-bas, on les appelle, le « compromis militaire ».

FIN

APPELES, D'AUTRES APPELES DU 1^{er} RAMA VOUS SOUHAITENT LA BIENVENUE

● Le comité de soldats du 1^{er} RAMA de Melun, sous le titre « Le véritable guide de l'appelé » viennent d'envoyer un tract-lettre à leurs camarades nouvellement incorporés. Ce « guide » fait le point sur le fameux nouveau règlement de discipline, que l'encadrement ne s'est même pas donné la peine de présenter aux soldats. Il détaille également l'ensemble des revendications défendues par le comité, et en particulier la liberté d'expression et d'opinion, le droit d'association et de réunion.

OU LE SUSPECT DEVIENT COUPABLE

● Le soldat Fournier-Laurère du 126^e RI de Brive est mal vu par la hiérarchie militaire. On le soupçonne d'activités « subversives ». Premier temps : on le mute à Périgueux, au 5^e RCP. Là, on l'affecte dans une compagnie composée quasi-exclusivement d'engagés volontaires. Deuxième temps : la Sécurité militaire suscite des « témoignages », évidemment « accablants » de la part des engagés, contre Fournier-Laurère. Le suspect devient coupable et se retrouve au trou pour 30 jours. En tant que « démoralisateur », sa peine peut à tout moment être aggravée.

LOGEMENT

GREVE DES LOYERS CHEZ J. BARROT SECRETARE D'ETAT AU LOGEMENT

- une lutte qui dure depuis 6 mois.
- plus de 37 millions d'AF bloqués.

Depuis 6 mois, les locataires de Guitard et des Sources dans la banlieue du Puy ne payent plus leurs loyers au propriétaire, le Foyer Vellave, et ont bloqué ces loyers

Le Puy : de notre correspondant

Sur un des plateaux dominant Le Puy des HLM ont poussé, il y a quatre ans. C'est un quartier populaire, à majorité ouvrière, avec quelques fonctionnaires et des petits commerçants du Puy. Des immigrés aussi, surtout nord-africains et portugais.

Ici, avec à 1km, le petit village de Mons et ses quelques fermes, c'est la campagne : aucun transport, aucun magasin, pas de soins (la pharmacie la plus proche est à plus d'un kilomètre en ville), un seul taxiphone (souvent en panne), une seule boîte aux lettres installée il y a peu de temps sous la pression des locataires, pas d'équipements sociaux.

1500 à 2000 vivent là dans des conditions déplorables : murs extérieurs de 4 cm d'épaisseur, immenses surfaces vitrées sans volets, isolation phonique et thermique nulle : le contrat de chauffage prévoit 65% de déperdition de chaleur, c'est à dire que sur 100 litres de mazout payés par les locataires, 35 vont effectivement être transformés en chaleur dans les appartements. Ces bâtiments ont été construits par le Foyer Vellave, société anonyme d'HLM, dont le président, Mr Porte, homme de droite, est premier adjoint au maire et directeur de la Caisse d'allocations familiales.

Collecteurs élus en Assemblée générale

Le 27 septembre, le Foyer Vellave réclame une régularisation du chauffage datant de 1974 (40 à 44% en plus), ce qui porte le loyer d'un F5, par exemple, à plus de 760 F. Les locataires se réunissent en Assemblée générale. Ils décident de refuser de payer ces augmentations et de bloquer leurs loyers sur un compte spécial de l'Association familiale du Puy. C'est une équipe d'une vingtaine de locataires, élus à main levée par l'AG qui collectera les loyers. Des AG régulières se tiendront tous les mois pour discuter des ripostes à organiser.

Le premier mois, ils étaient 78 locataires à payer aux collecteurs, le deuxième, 180 (ce qui représente plus de 70% des habitants du quartier), chiffre qui depuis s'est maintenu. Plus de 37 millions ont été collectés depuis le début de la lutte.

sur un compte spécial de l'Association populaire familiale du Puy. La ville du Puy s'était déjà rendue célèbre pour son interdiction du film : Le dernier tango à Paris.



Les habitants ont demandé plusieurs entrevues pour se faire entendre : les rencontres avec le Foyer Vellave ont été reportées trois fois parce que les heures proposées par Mr Porte coïncidaient comme par hasard avec les congés de fin d'année ou des heures de travail de la délégation de locataires. Une seule rencontre eut lieu le 18/12 où il fut déclaré qu'il fallait payer. Jacques Barrot, le ministre, qui accorda deux entrevues était fort en colère qu'une chose pareille puisse se passer chez lui. Nulle part ailleurs il n'y avait à sa connaissance d'ennuis de ce genre. Quant au Préfet de Haute-Loire, il prit la chose en riant, déclarant que lui aussi avait subi récemment des augmentations de charges assez fortes, et qu'il regretterait bien de ne pouvoir faire une telle grève... Ce qui ne l'empêcha pas d'envoyer des lettres de menace à deux locataires employés à la préfecture.

Une manifestation de 300 personnes dans les rues du Puy conduisit le Foyer Vellave à proposer le calcul des loyers sur la base de la surface corrigée, une baisse de 7% sur le prix global du chauffage, mais sans céder sur la question des charges supplémentaires.

La lutte continue. Les locataires sont en positions de force, car ils détiennent, avec les habitants du groupe de HLM de Brioude appartenant également au Foyer Vellave qui mènent une lutte identique, 54 millions d'AF.

Les ripostes sont immédiates : Le Foyer Vellave supprime l'allocation logement, elle est aussitôt déduite du loyer. Les syndicats ouvriers ont été contactés par lettre pour la tenue d'une AG en commun.

QUATRE QUESTIONS A UN RESPONSABLE APF (1)

Qu'est-ce que l'APF ?

C'est une association familiale qui cherche à ne pas faire du cadre familial un but en soi. C'est plutôt un syndicat du cadre de vie, pour les familles, mais tout aussi bien pour les célibataires. On estime à l'APF que le travailleur est exploité, non seulement en tant que producteur au travail, mais aussi comme consommateur et usager.

Combien y-a-t-il de locataires syndiqués à l'APF ?

Sur le Puy, 245 familles, 455 à 500 en Haute-Loire, 50.000 en France. Il faut signaler que 90% des locataires en lutte à Guitard et aux Sources sont syndiqués APF.

Existe-t-il d'autres luttes de ce type en France ?

Nationalement : 52, dont celles de St Rambert, La Voulte, Vitry-le-François (lutte très dure) Villeneuve d'Asq dans le Nord (où les locataires se sont affrontés à P. Maurov, député socialiste du Nord et président de l'office de HLM du département. Cette lutte s'est terminée avec succès après 8 mois).

L'APF a-t-elle permis une coordination des luttes entre elles ?

Mais oui ! Il s'est mis en place des commissions : Chauffage, Logement, Consommation, Education, Santé et Action sociale.

(1) APF Association populaire des familles.

Cette lutte a aussi créé des rapports nouveaux entre les habitants du quartier. Les femmes, les immigrés participent aux AG : 6 femmes sont membres de l'équipe de collecteurs. Les habitants de Guitard et des Sources sont plus que jamais décidés à rester unis pour vaincre complètement et rapidement.

Grève à l'office du Tourisme à Vald'Isère « LA NEIGE ET LE SOLEIL NE NOUS SUFFISENT PAS »

Ces derniers temps à Val d'Isère, ce ne sont pas les starlettes en combinaison dernier cri qui tiennent le devant de la scène, ni les promoteurs de la station, les Pierre Schnebelen, Maurice Michaud, COGEDIM, qui ont construit des ensembles immobiliers en pleine zone avalancheuse tels la Daille ou le Thovex, ni ceux qui n'ont jamais rendu des comptes vraiment clairs après l'avalanche qui emporta le chalet de l'UCPA et tua 39 enfants le 10 février 1970 : pour la première fois en France, un office de tourisme de station de sports d'hiver se met en grève.

La grève fut décidée le 20 mars après l'échec des pourparlers avec la direction. Elle regroupe 75% du personnel non cadre. Seul le service de sécurité fut assuré.

Spontanément 40 personnes de la STVI (remontées mécaniques) apportèrent leur soutien. Il faut savoir que les « perchmen » qui sont très mal payés, en dépit de leur beau bronzage, et qui bossent dur sont les employés directs des promoteurs qui s'arrangent toujours pour obtenir la concession des remontées moyennant une ristourne dérisoire aux municipalités.

Quant aux employés des offices de tourisme, ce sont souvent des jeunes saisonniers, extérieurs à la région, contrairement à la légende du tourisme créateur d'emplois. Ils travaillent souvent plus de 10 heures par jour, sept jours sur sept.

Toute la journée du 20 mars, les grévistes mirent au courant les touristes de leur situation par tracts, affiches et dialogues. Ils exigent :

PEINE DE MORT LE PARISIEN RECIDIVE

Opiniâtre, le Parisien Libéré poursuit sa campagne en faveur de la peine de mort. Dans son édition d'hier, il publie les résultats de son « enquête-référendum » : pour ou contre la peine de mort.

A l'en croire, 80 000 familles ont répondu sur les bulletins régulièrement parus dans ses éditions et dépouillés « électroniquement ». Il en ressort que :

- 99% des français seraient partisans de la peine de mort.
- 99% d'entre eux souhaiteraient la voir appliquer systématiquement dans des cas précis (prises d'otages suivies de meurtre, rapt d'enfants, crimes contre les vieillards, etc.)
- 73-75% seraient pour la suppression du droit de grâce présidentielle.

Comme pour prévenir les objections, le Parisien précise que « cette fois, il ne s'agit pas là d'un sondage-bidon : les signatures sont sous contrôle d'un huissier ». Tiens donc : les sondages que publie habituellement le Parisien sont donc bidon ?

Au reste, même si l'on fait au Parisien la charité de croire que les 77 757 réponses qu'il affirme avoir reçues existent bien, il n'empêche que son « enquête », comme tous les référendums repose sur une escroquerie aussi énorme que les ficelles habituelles de cette feuille de

CET APRES-MIDI A ENGHEN : 0 COURSES

80.000 FAMILLES REPENDENT à notre grande ENQUETE REFERENDUM

Le Parisien

99% DES FRANÇAIS :

OUI A LA PEINE CAPITALE

73,75% POUR LA SUPPRESSION DE LA GRACE PRESIDENTIELLE (répondants âgés de 18 et 75)

ABANDON INADMISSIBLE de la peine de mort

COHEN, C'EST FINI. N-I NI !

chou » celle qui consiste à assimiler « les français » (« Le bon peuple français qui n'a pourtant rien de sanguinaire mais en a ras-le-bol de l'insécurité grandissante » dit le Parisien)... aux lecteurs du Parisien Libéré ! Il est bien évident que lorsque le Parisien, dans la foulée d'une campagne hystérique contre les tueurs d'enfants, les preneurs d'otages, les prisons 4 étoiles et l'agitation sociale pêle-mêle, lance un référendum « pour ou contre la peine de mort », il pourrait aussi bien publier les résultats avant d'avoir reçu la première signature de Dupont Lajoie.

L'ignominie du Parisien Libéré et sa campagne acharnée contre « tous ceux dont les buts premiers sont de saper les fondements de notre société libérale » ne sont pas choses nouvelles. C'est qui l'est un peu plus, c'est l'écho de masse, même relatif de campagnes comme celle qu'il orchestre en faveur de la guillotine comme arme absolue contre la violence et l'agitation sociale. Il n'est pas forcément faux que plusieurs dizaines de milliers de personnes aient répondu à « l'enquête » du Parisien dans le sens qu'il dit...

Nous ne sommes pas des moralistes, des humanistes bourgeois. Nous ne nous opposons pas à la peine de mort en fonction de principes éternels indéfinis. Mais nous dénonçons à la classe dominante le droit de décider de la vie ou de la mort, et du sort en général de « coupables » qu'elle a fabriqués. En la matière, l'adage se vérifie, dis-moi qui te défends, je te dirai qui tu es. La peine de mort a aujourd'hui les chiens de garde qu'elle mérite. A.B.

Le Cri des Murs

« LA SOCIÉTÉ N'EST PAS RESPONSABLE DE LA VIOLENCE »

« Je l'imaginais bien de nos jours... »

DES CRIMES...

QUI N'ONT PAS D'ASSASSIN...

À QUI PROFITE LE CRIME ?

ABUS DE LA VIOLENCE SOCIALE

IL N'EST PAS SEUL

« UN HOMME N'EST PLUS UN HOMME »

« SI D'UN SEUL HOMME... LA VICTIME ? NON, L'ASSASSIN ! »

Le n°8 du « Cri des murs » est sorti. Il a pour thème la peine de mort. Le Cri des Murs, rédaction, abonnements et tous contacts : P. Fillioud, B.P. 8/75 521 Paris Cedex 11. Abonnements : Le numéro 1,50 F 6 mois, 12 numéros 24 F

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

des fleurs et des pavés

livres

FONSE OU L'ÉDUCATION ALSACIENNE

C'est le dernier livre d'André Weckmann. Vous ne connaissez pas ? Evidemment c'est un alsacien. Un alsacien qui publie surtout en alsacien et en allemand. De toute façon rien de ce qui n'est pas parisien ne saurait retenir l'attention de la critique. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle P.J. Oswald qui refuse cette règle et qui a édité ce livre aujourd'hui, de graves difficultés financières.

Fonse comme nous le présente son auteur est un roman alsacien en français alémanique. C'est-à-dire comme on le parle en Alsace. Ses rapports avec le « français national » sont encore plus éloignés que ceux du « français occitan ». C'est l'histoire avec un petit et un grand « h » de trois générations d'alsaciens qui nous permet de mieux comprendre l'Alsace d'aujourd'hui. Sa lecture est donc particulièrement recommandée à ceux qui croient que l'Alsace est en Allemagne, que les alsaciens sont de toute façon des « boches » et, par essence, réactionnaires.

Plus qu'une histoire, c'est une véritable mythologie alsacienne écrite avec quelque chose du brave soldat Schweik. Mythologie symptomatique jusque dans son absence de la classe ouvrière.

Mais cet oubli fait partie de la mythologie alsacienne. Weckmann en est conscient comme il l'explique dans une récente interview. « Il y a une chose que je regrette, j'aurais dû parler de Lénine — sa déclaration sur l'Alsace — et de Rosa Luxembourg. M'r kat nie alles saawe im e Buech, (1) j'écris pas avec mon cerveau, mais avec mes tripes. Et je crois dass i stellvertretend bin do fuer e mancher Elsässer (2) qui ont passé par la même éducation. » Education petite bourgeoise qui est aussi celle d'une grande fraction de la classe ouvrière, qui continuait à habiter à la campagne et à cultiver la terre tout en allant à l'usine.

Le « héros » de Weckmann se suicide en se jetant du haut de la cathédrale. Son livre est l'expression d'une révolte longtemps refoulée et un appel pour nous à la réflexion.

1) On ne peut pas tout dire dans un livre
2) Que je suis représentatif pour beaucoup d'alsaciens

Fonse ou l'éducation alsacienne (roman alsacien ou français alémanique) P.J. Oswald. 4 trimestre 1975. 24 F.

cinéma

LE FESTIVAL DE PERPIGNAN

Pour sa deuxième année d'existence, *CONFRONTATION*, qui se déroule à Perpignan durant les vacances de Pâques, s'était transformée en festival mondial de la critique historique du film.

On a pu voir une soixantaine de films consacrés au thème : *Les Amériques latines dans le miroir du cinéma*. Si on ajoute que la manifestation a été suivie régulièrement par environ deux mille participants et que certains débats ont réuni jusqu'à mille personnes, on comprendra qu'il s'agit là d'une manifestation importante. Elle constitue probablement, tout d'abord, un exemple unique en province par sa taille, par son audience de masse, mais aussi par l'ambition de la réalisation, la volonté de rupture avec les festivals ordinaires. Deuxième caractéristique : le public y dépasse de très loin le public militant. Compte tenu de la participation au débat, de l'approfondissement du rapport des films à la politique, cette manifestation est largement exemplaire.

Cela dit, l'ambition des organisateurs de *CONFRONTATION*, qui était de mettre sur pied une critique historique du film, n'a pas été atteinte. Cette carence, que reconnaît volontiers l'équipe d'animation, est due, en large partie, à une définition insuffisante de la méthode de discussion d'un film. Celle-ci suppose, en effet, un minimum d'analyse de l'objet-film, avant d'en donner la signification historique et politique. L'absence de ce travail a, souvent, entraîné des débats mal centrés, confus, où le film n'était plus qu'un prétexte à d'autres discussions.

CONFRONTATION 13, l'an prochain, a l'ambition d'approfondir la méthode critique de *CONFRONTATION 12*. Le thème en sera : *Le film policier comme enquête sur une société*. Le rendez-vous est pris....

« L'Alpagueur » de Labro et « Police Python » de Corneau.



LA FASCINATION DU FLINGUE

De gros flingues brandis par deux grosses vedettes, des affiches racolleuses pour un même type de production (un gros budget autour d'un nom-silhouette familier, un scénario « efficace », plein de rebondissements, de l'action, du sang) un cinéma qui vise les tripes, une musique aux accents « morriconiens », tous les ingrédients sont là pour des films sans histoire.

Mais, au-delà de ces points communs, deux cinéastes aux prétentions et au passé cinématographique différents. Il est donc intéressant de voir

comment leurs films peuvent refléter leurs a-priori, l'un (Labro) se situant clairement dans l'acceptation complète du système de production en place et, au-delà, de la société bourgeoise, l'autre (Corneau) essayant d'introduire un regard critique sur son époque dans le cadre d'une production traditionnelle. On sera amené à revenir souvent sur ces problèmes dans l'analyse d'un « cinéma de gauche » qui croit possible de faire passer ses préoccupations sans introduire de rupture par rapport à un type de production « normale ».

Pour Labro, les choses sont claires, il continue son « œuvre » (*Sans mobile apparent, L'héritier, Le hasard et la violence*), tentant à chaque fois d'approcher un peu plus du film noir américain sans jamais y parvenir, ses personnages étant totalement privés de cet humour désenchanté et de cette épaisseur sociale caractéristiques du genre. Le « privé » américain se heurte sans cesse aux flics et aux puissants, se fait casser la gueule pour quelques dollars et continue son chemin d'idéaliste sans illusions (Philip Marlowe, le héros de Chandler incarné par Bogart, par ex.)

Ici, rien de tel. L'alpagueur n'est que la « continuation de la police par d'autres moyens » : des flics le payent pour éliminer des personnages gênants sans faire de vagues. Mais Labro a soin de masquer tout ce qui pourrait faire dresser l'oreille du spectateur au moment où l'on parle de plus en plus de mercenaires, de policiers parallèles, de flingueurs tous azimuts. Il fait des cibles de son chasseur de primes des gens peu défendables (trafiquants de drogue ou de chair, tueur), réunissant ainsi sur tout ce que pourra faire son héros un consensus général, renforcé par le sourire et les performances physiques de Belmondo, quel homme ! Labro rejoint ici Verneuil et Giovanni dans la pire exaltation d'un univers d'hommes (pas une femme dans le film, sinon une hôtesse de l'air), où la virilité fascinante impose sa loi musclée de gros calibres : le tueur (Bruno Cremer) seul personnage non monolithique, étant marginalisé et voué au mépris par son homosexualité suggérée comme une maladie honteuse au cours d'une scène particulièrement ridicule.

La vision de Labro se situe au niveau le plus bas. Dès le début, il annonce la couleur : « le gibier le plus intéressant, c'est l'homme », fait-il dire à l'alpagueur.

Il y a également cet aspect chasseur d'hommes dans le film de Corneau (dont le premier film, *France S.A.*, était une charge grinçante contre le règne du flic, la démagogie, et le fascisme latent de la France d'aujourd'hui), mais tout est, ici, plus complexe.

Montand est un inspecteur de police, un homme seul, amoureux de son arme, quand il agit, il se situe d'emblée hors de la stricte action policière. Tout cela est bien montré par ses vêtements (blouson et bottes de cuir), qui l'apparentent de

suite à ceux qu'il traque. Peu à peu, il va se trouver dans une situation intenable : tout l'accuse dans un crime qu'il n'a pas commis. Le propos de Corneau se situe dans une perspective clairement critique : montrer comment un homme pris dans une situation qu'il ne contrôle pas perd peu à peu tout recul pour s'identifier avec ce qui le définit socialement c'est-à-dire son arme et son habileté à s'en

servir, et devient une machine à tuer que la police pourra réutiliser, une fois l'affaire étouffée. A la différence de Labro, le film de Corneau est profondément ancré dans la réalité de son temps. Toute l'action se passe à Orléans, dans le climat feutré de ces villes où la bourgeoisie tire les ficelles dans les coulisses, où tout se passe dans l'indicible, en douceur, hors champ, jusqu'à l'explosion. Le personnage de Signoret est à cet égard très intéressant. Membre d'une vieille et riche famille du cru, elle est la femme du commissaire (François Périer) et infirme, elle vit littéralement à travers son mari, se délectant de ses liaisons et de ses enquêtes, mais prenant résolument les choses en main quand son petit univers se trouve menacé, symbole à demi vivant d'une vieille bourgeoisie provinciale consciente de sa fin. Son « suicide » est ici très signifiant.



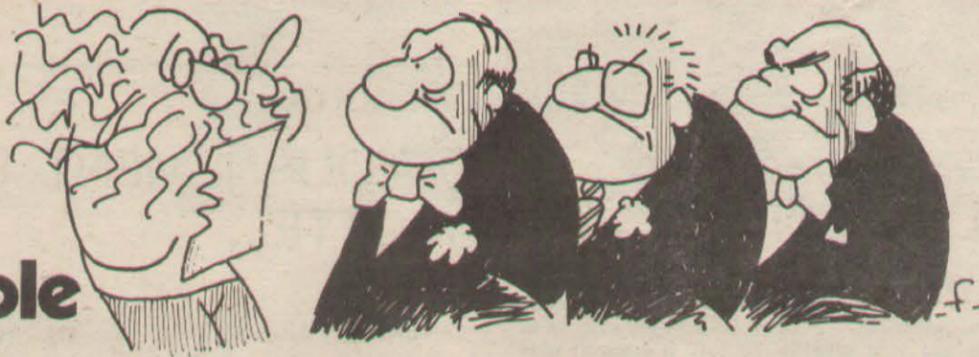
Le milieu de la police, avec sa hiérarchie recoupant des rapports de classes, son information circulant de haut en bas, sa violence essentielle est montré avec acuité. Pourtant, l'ambiguïté du propos de Corneau se situe à mon avis ici : vou-

lant montrer un homme qui, de par sa position est moins informé que ses chefs et fait un coupable idéal par son ignorance entretenue, c'est-à-dire un homme qui en fin de compte se heurte à des barrières sociales et n'a plus que la violence aveugle comme recours, il le caractérise très tôt comme déjà extérieur, marginal solitaire, reprenant en compte toute l'imagerie du héros

(homme d'action, tireur d'élite, solitaire, etc.) Le personnage du flic, fasciné par son arme, par sa puissance destructrice finit par se perdre en elle. Corneau, voulant démonter le mécanisme de cette marche à la mort, semble manquer de recul et, fasciné à son tour par cette violence, par cette « beauté » destructive, fait pencher son film du côté d'une contemplation esthétique morbide.

Corneau a voulu à la fois faire un film d'action (avec tout ce que cela implique d'efficacité, de suspense, de références, donc au cinéma traditionnel) et en même temps montrer comment un inspecteur était pris dans un engrenage implacable qui l'amenait à heurter de front les antagonismes de classes. De ces inconciliables, naît un film intéressant, mais boiteux, dont le mérite essentiel est de nous faire réfléchir sur l'ambiguïté qu'il y a à parler de langage de l'idéologie dominante pour la dénoncer. Les plans du début, longs glissements amoureux sur le colt Python, sont à cet égard exemplaires.

prise de parole



WAJDA ANTISEMITE ?

Il me semble important de revenir sur la présentation qui a été faite dans Rouge n°9 du dernier film d'Andrzej Wajda, la terre de la grande promesse. On peut être d'accord avec Michel Lequenne sur le fait que ce film relève du grand réalisme et que la richesse de l'écriture est à la mesure de l'impitoyable fresque qui nous dépeint l'accouchement du capitalisme dans le sang et l'ordure : « L'homme bourgeois y est forgé comme canaille ».

Mais, il y a un autre aspect qui parcourt tout le film : il serait regrettable de le passer sous silence. Face à ce torrent de boue qui emporte tout, Wajda oppose, avec une certaine nostalgie, les valeurs d'un passé « national », antérieur à la mise en coupe réglée de la Pologne par les capitalistes juifs et les allemands.

Il n'est pas question de l'être : sa description de la bourgeoisie juive, rapace et sans scrupule, est parfaitement juste. Wajda est antisémite comme d'autres sont mysogines : sans le savoir. Un exemple indiscutable : la scène du train où la femme juive est représentée suivant les pires canons de l'antisémitisme du 19ème siècle : putain, saoule, bavant de la carpe furcie en même temps qu'elle tient la braguette de son amant. En contre point, nous est montrée la belle polonaise, blonde, pure, sereine qui joue du Chopin au piano...

Ceci n'est pas neutre, puisque le film de Wajda s'adresse, en premier, à un public polonais, qui « sait » depuis des décennies que les malheurs de la Pologne sont la faute des juifs, et où, encore ces dernières années, la campagne antisémite orchestrée par la bureaucratie polonaise, battait son plein : les clichés de Wajda ne sont pas contrebalancés par des valeurs nouvelles, dont la classe ouvrière, par exemple pourrait être porteuse (évidemment, ce n'est pas le sujet du film ; mais alors pourquoi la fin ?) mais par des valeurs nationales polonaises.

Or, qui connaît la Pologne, sait que cela correspond exactement à l'idéologie de la bureaucratie, aujourd'hui. A Varsovie, actuellement, les Polonais sont régulièrement invités à verser leur obole pour la reconstruction du Palais Royal, ceci afin de revivifier le vieux sentiment national. Il y a bien d'autres exemples. Alors, Wajda révolutionnaire ? Oui, au sens où l'œuvre de Balzac le fut. A une différence près : Balzac a écrit à l'époque de l'ascension bourgeoise, et a mis à nu à ce moment, la contradiction fondamentale de la société bourgeoise : celle qui oppose les valeurs humaines universelles que prétend porter la bourgeoisie et sa pratique quotidienne totalement inhumaine. Wajda, lui, réalise ce film dans un pays où les rapports de propriété ont été renversés et où la classe ouvrière est prétendument au pouvoir : c'est bien le moins pour un cinéaste révolutionnaire de nous donner une dénonciation du capitalisme « en son essence concrète ». Cela ne pouvait qu'être encouragé par la bureaucratie, qui lui a donné un budget colossal, pour ce faire. Il est cependant regrettable qu'en chemin Wajda, n'ait pas su faire également table rase de quelques préjugés et non des moindres, qui font partie du vieux fond culturel polonais : nationalisme et antisémitisme non avoués mais bien réels. Le général Moczar, porte parole bien connu de ce courant au sein de la bureaucratie, a du apprécier ce film d'où la classe ouvrière est totalement absente, en tant que classe, sauf à la fin, avec son pauvre drapeau rouge : la bureaucratie doit bien justifier sa présence au pouvoir... D'ailleurs, le film de Wajda a été à Moscou. Chacun s'y retrouve... Certains trouveront cette lecture du film exagérée ou erronée. Peut-être. Mais c'est une lecture possible. Qui me semble compléter celle de M. Lequenne. « Rouge » se devait de la mettre en évidence.

M.R. (Paris)

Nous avons reçu une autre lettre qui recoupe, dans sa critique, celle publiée ci-dessus. Nous n'en publions donc que quelques courts extraits.

(...) Il est peut-être vrai que les industriels juifs avaient une place prépondérante dans la bourgeoisie naissante, mais soulignons que, dans son film, Wajda représente les 3/4 des industriels comme juifs.

Si les autres industriels ont quelques problèmes de conscience, les juifs, par contre n'en ont aucun dans le film. Il n'y a pas un seul personnage juif humain. (...)

L'antisémitisme de Wajda n'est égalé que par son chauvinisme réactionnaire (la femme polonaise est pure, nostalgie des hobereaux,

l'ennemi principal est le juif, le secondaire est l'allemand) et son absence de critique à la Russie (n'oublions pas que pas une seule fois dans ce film, il n'est fait mention de l'autorité régnante en Pologne à l'époque : le tsarisme russe). Il n'est pas honnête de la part de M. Lequenne d'avoir écrit presque deux pages sur ce film sans avoir noté tout cela. Il est encore plus gênant de lire les arguments quasi-stalinien de C. Lazlo qui explique crûment que celui qui voit de l'antisémitisme dans le film se range du côté de la bourgeoisie. Trop, c'est trop ! (...)

F.L. Versailles

dans l'objectif

PROVINCE ROYAN

Le programme du festival, qui se poursuit aujourd'hui est particulièrement chargé. Consacré dans sa totalité au Vietnam ; il comprend la projection de 12 films :

Le ciel, la terre - Joris Ivens
79 printemps - Santiago Alvarez (Cuba)
Le prix de la paix - Roger Pic
Les femmes du Nord - Gérard Guillaume
Dong Phong - Gérard Guillaume
Ouverture de la piste Ho Chi

Minh - prod. Vietnam
Dans les prisons du sud-vietnam - prod. Granada television (Manchester)
Hanoi Mardi 13 - Santiago Alvarez (Cuba)
L'enfant poète - Gérard Guillaume
Nguyen Van Troy - Prod: Vietnam
Hommage à Ho Chi Minh
La tempête se lève - Prod: Studio de Hanoi

LYON

Le « cinématographe » (44, cours Suchet - Tel : 37 24 84), projette à 15 h 00 un très beau film de Luigi Comencini : les aventures de Pinocchio (1972). Le conte est connu, mais l'angle de vision tout à fait inhabituel.
A 17 h 00, 20 h 00, 22 h 00 des films inédits sur les Beatles.

BANLIEUE AUBERVILLIERS

Deux films intéressants ce soir au cinéma Art et Essai « Le studio » (Théâtre de la Commune) : 20 h 00, à cheval sur le tigre, de Luigi Comencini (encore lui !) - 22 h 00, Scènes de chasse en Bavière, de Peter Fleischman.

PARIS MUSIQUE

jusqu'au 4 avril Didier

Levallet et son quartet. Manger en écoutant du bon jazz... le rêve 21, rue de la Clef. 75 005 - Tel : 337 89 93.

THEATRE

Ça fait peut-être radoteurs, mais les programmes n'ont pas le temps de se renouveler en quelques jours : donc on répète ; le Bread and puppet theater donne encore trois représentations de son spectacle. Théâtre des Champs Elysées - 15 avenue Montaigne - Tel : Bal 44 36 - 20 h 30 - Pl : 10 F à 35 F. Loc. de 12 h 00 à 18 h 00.
Quant au théâtre de la Plaine, on y joue toujours Rosencrantz et Guildenstern sont morts. 13, rue du Gal-Guillaumat - M° Porte de Versailles - Tous les soirs à 20 h 30. Dimanche à 17 h 00 - Pl : 20 F, 15 F, 12 F - Tel : 842 32 25.

POUR ENFANTS PARIS

Cirque à l'ancienne - 15 h 30 - De petits numéros déconcertants. Pl : 24 à 40 F (aîe !). Square des Arts et Métiers - Tel : 277 88 40.
Marionnettes toujours à l'Atelier du Chaudron. On peut y fabriquer soi-même des masques, etc. Cartoucherie de Vincennes. Pl : (enf. à partir de 6 ans) 10 F.

Si vous avez assisté à la fête Rouge, vous avez eu l'occasion de la voir ; idem, en mai, à la fête de Politique Hebdo ou, en juin, à la fête du PSU.

C'est dire que la conception de la danse et de son rapport au public de la compagnie POUIMILESCO est singulièrement différente et dépoussiérée. Elle danse « SOIF », à partir du 2 avril et jusqu'au 14, à l'Opéra Studio de Paris, place Boieldieu, dans le deuxième arrondissement.

Les 2, 3, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 avril à 20 h 30. Prix des places : 25 F (collectivités 20 F). Location ouverte au théâtre de 11 h à 18 h 30 (dimanche et jours fériés de 10 h à 13 h)



extrait d'une scène : La révolution

ce soir, sur



Le Guépard LES SACCADÉS LENTES D'UN MONDE QUI S'ECROULE

Dans l'hommage que la télévision consacre heureusement cette semaine à Visconti, voici « Le Guépard » : son film le plus connu, le plus fastueux, sinon le plus fort.

Dans cette immense saga sicilienne, conduite de main de maître, qui va ouvrir la voie aux grandes fresques historiques du cinéma italien, revoici le thème, toujours recommencé, toujours réactualisé, de Visconti : l'approche de la mort reflétée au miroir de l'histoire.

Le monde change, les événements se précipitent : Garibaldi et ses compagnons bousculent les Bourbons, l'indépendance de l'Italie est proclamée en même temps que la Sicile lui est rattachée... La noblesse va devoir laisser la place à la bourgeoisie et le prince Salina, vieil aristocrate sicilien, au regard désenchanté, encaisse les saccades lentes d'un monde qui est le sien, celui de sa classe, et qui s'écroule.

L'aristocratie danse encore, mais elle ne règne plus. Rétrécie, à mesure que l'histoire avance, elle n'est plus qu'un bel anachronisme figé dans la dorure de ses objets et le velouté de ses costumes.

Et Angélica, la fille du maire, figure active de la bourgeoisie qui monte, émerge d'autant plus fort que le prince Salina sombre avec sa classe pour se recroqueviller dans la vieillesse et les passions déçues.

« Le Guépard » s'impose comme cet instant prolongé où quelque chose finit et laisse douloureusement la place à la naissance d'autre chose.

Simon Ploëch

télévision

TF 1

13.35 Les visiteurs du mercredi, émission « jeunes »
Difficile de répéter toutes les semaines les mêmes commentaires. Et pourtant... Série de petites émissions qui, sans être débiles comme il y a quelques années, manquent par trop de fantaisie. Qui peut nous donner un point de vue plus développé ?

18.15 A la bonne heure
Cette émission journalière, qui se veut, avant tout « pratique », consacre aujourd'hui ses trente minutes à la publicité mensongère.

20.00 Journal
20.30 Le créa, film TV de Jean Pignol
L'observation, à travers les petits faits et gestes de la vie quotidienne, d'un petit village dans l'estuaire de la Gironde.

21.50 La psychologie d'aujourd'hui : le mariage.
Cette troisième partie d'une série de quatre émissions, réalisées par le rédacteur en chef de la revue « Psychologie », est intitulée : la famille. Résumons la thèse : la famille, ça va mal. Oui, mais elle existe. N'est-ce pas qu'elle est finalement indispensable pour développer des relations profondes ? C'est loin d'être grossièrement réactionnaire à la Jean Cau. Ce serait plutôt le libéralisme moderniste cher à notre président.

A 2

14.30 Les après-midi d'Antenne 2
La difficile recherche d'un premier emploi. En plein dans l'actualité, la télé ! Pour une fois...

16.20 Un sur cinq, émission « jeunes »
Avec la suite de l'enquête sur l'enfance délinquante et un « en direct d'une centrale nucléaire », celle de Saint Laurent des Eaux, suivi d'un débat entre l'écologiste attaché à l'émission et un scientifique. Débat pipé au départ ?

20.00 Journal
20.25 Football Saint Etienne-Eindhoven
Ceux qui n'aiment pas ça n'ont plus qu'à espérer que Saint Etienne soit éliminé. Sinon, il leur faudra encore subir une finale ! Il est vrai que cette fois, ils ont tout de même le choix, puisque seule A 2 diffuse le match.

FR 3

19.40 Tribune libre
Elle est consacrée au PCF
20.30 Hommage à Visconti
Le Guépard, film de 1962 avec Burt Lancaster, Alain Delon, Claudia Cardinale
Cf. Ce soir sur FR 3



malgré la répression sioniste

Grève militante des arabes de Cisjordanie et d'Israël

Le gouvernement avait tout fait pour empêcher la grève générale des Arabes d'Israël contre la confiscation de leurs terres. Un important dispositif policier et militaire quadrillait la ville de Nazareth et sa région.

Dans les trois villes de Dir Hana, Harabé, Sahnin, le couvre-feu avait été décrété. Il ne fut pas respecté. A Harabé les troupes durent évacuer la ville tant la pression des manifestants était forte avant de se réorganiser pour contre-attaquer.

A Kafr-Kana, près de Tibériade, une manifestation de lycéens a scandé « Nous donnerons notre vie pour la Galilée ». Une violente charge de la police appuyée par des jets de grenades lacrymogènes les dispersaient alors qu'elle s'apprêtait à bloquer une route.

A Kafr-Masabih la route fut bloquée par des pneus enflammés.

L'Etat sioniste a été à la hauteur de sa brutalité habituelle, plus de 250 personnes ont été arrêtées : selon les autorités, 6 Arabes ont été assassinés et des dizaines sont blessés. En fait, il y aurait plus de 15 victimes

A Nachaf, Mrar, Tamrha, Tirah, les manifestants lapidèrent les véhicules militaires. Tous les magasins ont été fermés. A Teibeh les habitants ont envahi des terres déjà confisquées.

Cependant la répression a réussi à limiter l'ampleur de la lutte. A Jérusalem, la police a forcé les commerçants à ouvrir leurs boutiques. Ceux-ci qui ont refusé se sont vus mettre des scellés. A Nazareth la présence massive de soldats a empêché des manifestations d'ampleur et les militaires ont envahi la maison du maire communiste. Plusieurs membres de sa famille ont été blessés. Cette intervention a été

justifiée par la présence de plusieurs personnes au balcon...

En plusieurs points de la ville, des pneus enflammés ont brûlé jusqu'à l'arrivée de la police.

Les militants de l'Union des Etudiants arabes et ceux de l'extrême-gauche anti-sioniste qui avaient décidé de faire une grève de la faim devant le parlement ont été immédiatement arrêtés.

En Cisjordanie la grève de solidarité avec les Arabes d'Israël a été totale.

La jonction de la lutte des Arabes vivant sous la férule sioniste est en train de s'effectuer.

R. Brestar

Une lettre de Roland Agret :

« A en vivre, à en crever »

Dans les quartiers médicaux des Baumettes, Agret mène un dernier combat derrière les murs, un combat qui est aussi celui de tous les prisonniers : pendant que le Parisien d'hier s'insurge des trop bonnes conditions de détention dans les « prisons 4 étoiles », un homme meurt de souffrances dans l'isolement.

Les services officiels restent muets. Pourtant en ces heures limites, plus que jamais la vie de Roland Agret se joue sur un geste du Garde des Sceaux, Maire de Rouen et président du Centre Démocrate, Lecanuet.

« Agret vous êtes dingue d'agir ainsi, vous présentez deux examens et dans

un an vous serez en conditionnelle, je ne comprends pas pourquoi vous faites tant d'histoires pour si peu de temps ». Voilà ce que déclarait récemment une autorité pénitentiaire à Agret. C'est à lui et à ceux qui détiennent un pouvoir sur sa vie qu'Agret répond dans une lettre du 28 mars :

je la suppose essayant de drainer, malaxer, dissimulant ce qui doit être absolument dissimulé (...) Il est impératif qu'Agret soit coupable, car le reconnaître innocent, vous vous retrouveriez avec deux assassins sur les bras, un crime sans mobile et plus de bouc émissaire pour combler les trous. Ça serait évidemment fort ennuyeux...

« Comme lui sachez que jamais je n'accepterai une seconde de prison pour ne pas en avoir mérité un seul instant (...) Vous avez la pleine possibilité de m'assassiner en toute belle âme. Je suis persuadé que ce ne serait pas outre vous indisposer, vous êtes aussi indifférent que méprisant, seul vous souciez la garantie d'une certaine « légale esthétique ». (...) Votre enquête je n'en suis pas dupe si d'autre le sont. (...) Je donnerai dix ans de souffrances pour avoir les possibilités de me trouver face à vous et de vous expliquer

moi-même mon cas, je mise que vous n'auriez pas toutes vos aises car mon cœur sans culpabilité ne s'appliquerait pas face à votre pouvoir dont vous pourriez user comme biaiser sans le moindre effort.

Au comble du plus cruel des écoeurements j'ai pris l'atroce décision de me porter à la limite de mon à vivre ou crever le livrant à votre arbitraire qui me poussera dans l'un comme dans l'autre, mais devra en décider.

Mr le Directeur des affaires criminelles, une injustice tue un homme au nom de la justice (...) Vous pouvez me rendre mon plus que dû en intervenant pour qu'une grimace de justice me rende à mon vivre, ou alors me condamner à mort en me poussant dans un « à en crever ».

C'est en ces termes qu'Agret annonce qu'il se sert une nouvelle fois de sa dernière arme face à la justice : son corps. Le soir de cette lettre, il a avalé deux manches de fourchette. Nous n'avons avec lui qu'une seule volonté : que ce corps sorte vivant et vite de la prison des Baumettes.

P. Verdon

PEUGEOT BEAULIEU

LA DIRECTION SEQUESTREE

Hier matin, la direction de Peugeot avait dû céder et convoquer un CE extraordinaire : la manifestation des 1000 travailleurs bloquant la gare de Montbéliard pendant une heure et plus, puis allant manifester devant Sochaux l'avait contraint à un premier recul.

Et la gifle a été cuisante ! D'abord un meeting important devant les portières pour appeler à la non-reprise du travail, puis une assemblée générale à la cantine et enfin l'accueil de la délégation de ce CE extraordinaire au son de l'accordéon.

Ce n'était pas la morosité, mais la volonté de vaincre qui apparaissait ! Mais Peugeot, lui, croyait amuser la galerie et ne jugeait pas bon de discuter des 47 licenciements, ni même des salaires ! C'en était vraiment trop, et, devant un tel mépris, les travailleurs rentrent et séquestrent la direction et les cadres CGC ! Dès 11 h 30. Toute la journée donc, il

vont rester là enfermés, exposés aux yeux des travailleurs qui goguenards passent sous les fenêtres décorées de banderoles ! La paye des grévistes va être maigre ce mois-ci, mais c'est avec délectation qu'ils ont mangé sous les yeux de ces messieurs mis à la diète et dans l'interdiction de sortir !

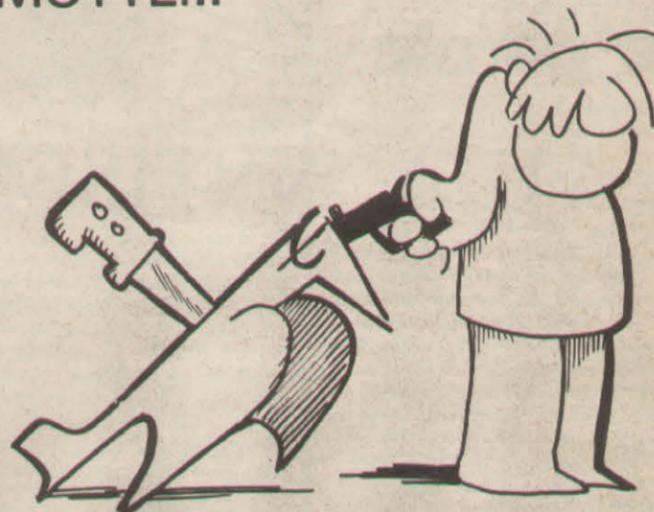
Très vite les flics arrivent sur les lieux, et s'installent autour de l'entreprise, mais à 19 h encore ils n'étaient pas intervenus, préférant attendre qu'il y ait moins de monde.

Ce mardi 30 mars c'est bien le déboulonnage de la statue Peugeot qui a commencé. Quiqu'il fasse demain, le lion a perdu de sa superbe dans cette séquestration. En osant toucher à ce tabou, ceux des cycles ont déjà remporté une 1^{ère} victoire qui restera gravé au cœur des travailleurs du trust quelle que soit l'issue de la lutte.

Correspondants Beaulieu.

Concorde

DETOURNEMENT EN RASE-MOTTE...



Montpellier, de notre correspondant.

Cinquante-cinq élèves pilotes de ligne ont bloqué Concorde sur l'aérodrome de Montpellier hier entre 13 h et 16 h 30, avant d'être délogés par quatre cars de gardes mobiles. Ils ont failli remettre en cause le vol d'aujourd'hui sur Rio au départ de Toulouse.

Les élèves voulaient attirer l'attention sur le projet de fermeture de leur école le Centre national de formation des pilotes, qui est une école publique recrutant sur concours et donnant une formation payée au SMIC en 4 ans dans 4 centres nationaux. C'est désormais à des écoles privées que serait confiée la formation des pilotes civils.

Les élèves-pilotes ont agi avec l'accord de l'intersyndicale des instructeurs de leur centre, celui de Montpellier, qui comprend des syndiqués CGT, CFDT, FO et SNPL (Syndicat national des pilotes de ligne). Situant leur lutte dans le cadre plus général de la lutte contre les décrets Soissons, ils ont décidé de prendre contact avec les organisations étudiantes et la FEN. Un préavis de grève pour le 8/4 a été déposé.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaid, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plus fermés, écrire au journal)

Fusillade dans un local du PC argentin

Une violente fusillade a éclaté mardi entre des militaires argentins et les occupants des locaux de l'hebdomadaire « Nuestra Palabra » (notre parole), organe officiel du PC argentin. Les forces armées auraient dans des circonstances non clarifiées tenté d'investir ces bureaux.

Selon la police, l'affrontement aurait fait un blessé grave parmi les militaires et quinze personnes auraient été arrêtées. (AFP)

Il faut rappeler que si les activités du PC ont été suspendues par le Junte, comme cela a été le cas pour l'ensemble des formations politiques légales, le PC n'a pas été touché par le décret d'interdiction qui a frappé 5 organisations révolutionnaires dont le Parti socialiste des travailleurs. Si le PC a pu considérer que, dans certaines conditions, le coup d'Etat de Videla pourrait être « un pas en avant » vers un gouvernement dont l'Argentine a besoin », il est certain que les militaires sont partagés sur l'attitude à adopter envers ce parti. Il faut peut-être voir dans l'attitude des unités qui ont investi les locaux du PC, une politique de fait accompli de certains officiers parmi les plus durs qui ont les yeux braqués, au-delà, de la ligne blanche des Andes, sur le précédent chilien.

M.R.

POUR QUE ROUGE VIVE

SOUSCRIPTION

ANCIEN TOTAL	30 653,90
Groupe taupes finances	90,00
Groupe taupes impôts	120,00
Comité rouge 3 ^e -4 ^e	50,00
Comité rouge Arts et Métiers 20-00	
Lycée Turgot	100,00
C.S. Angoulême	50,00
Diffuseurs Le Mans	200,00
J.M. Marseille	1000,00
2 militants LCR, collège Cathar-Aix	180,00
NOUVEAU TOTAL	32 463,90

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Forme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes Karl Marx

23

Travail et emploi

revue trimestrielle janvier-mars 1976

Succession Wilson

CALLAGHAN EN TÊTE

Le secrétaire au Foreign office, M. James Callaghan, a remporté mardi comme prévu le second tour de l'élection du successeur de M. Harold Wilson.

M. Callaghan, le candidat du centre-droit, a obtenu 141 voix contre 133 à son principal rival, M. Michael Foot, le ministre de l'Emploi, candidat de la Gauche. Le troisième concurrent, le chancelier de l'échiquier Denis Healy a obtenu 38 voix. Classé dernier, il est automatiquement éliminé.

La finale opposant MM. Foot et Callaghan doit avoir lieu lundi prochain.